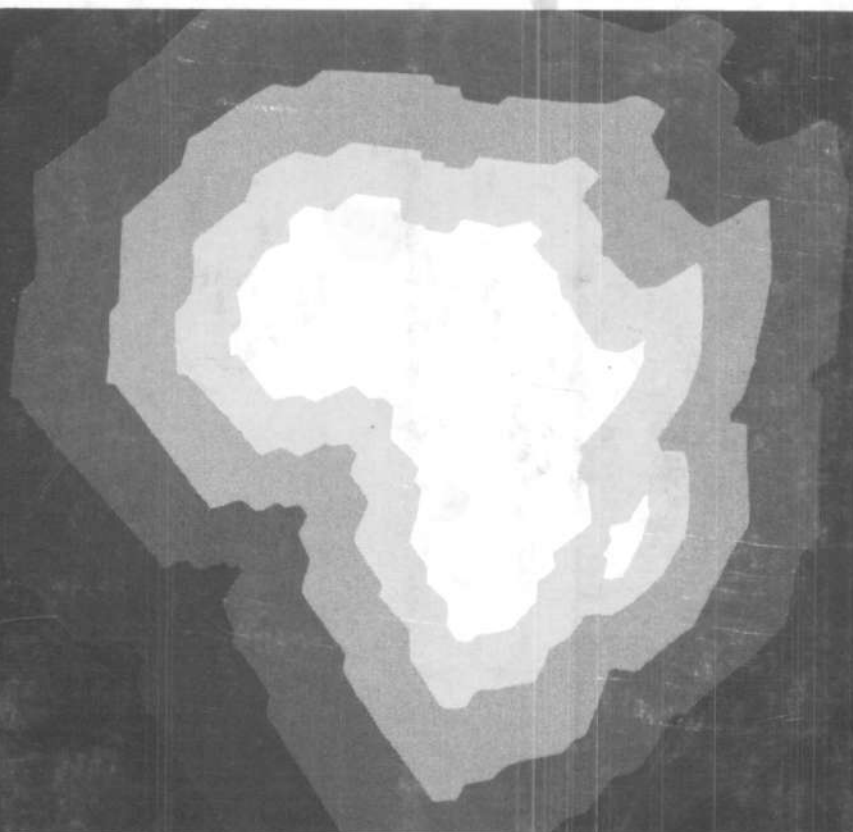


les marchés du credit des pays d'afrique

Clara Caselli

L'INTERNATIONALISATION BANCAIRE EN EGYPTE



Finafrica · Cariplo · Milano
GIUFFRÉ EDITORE

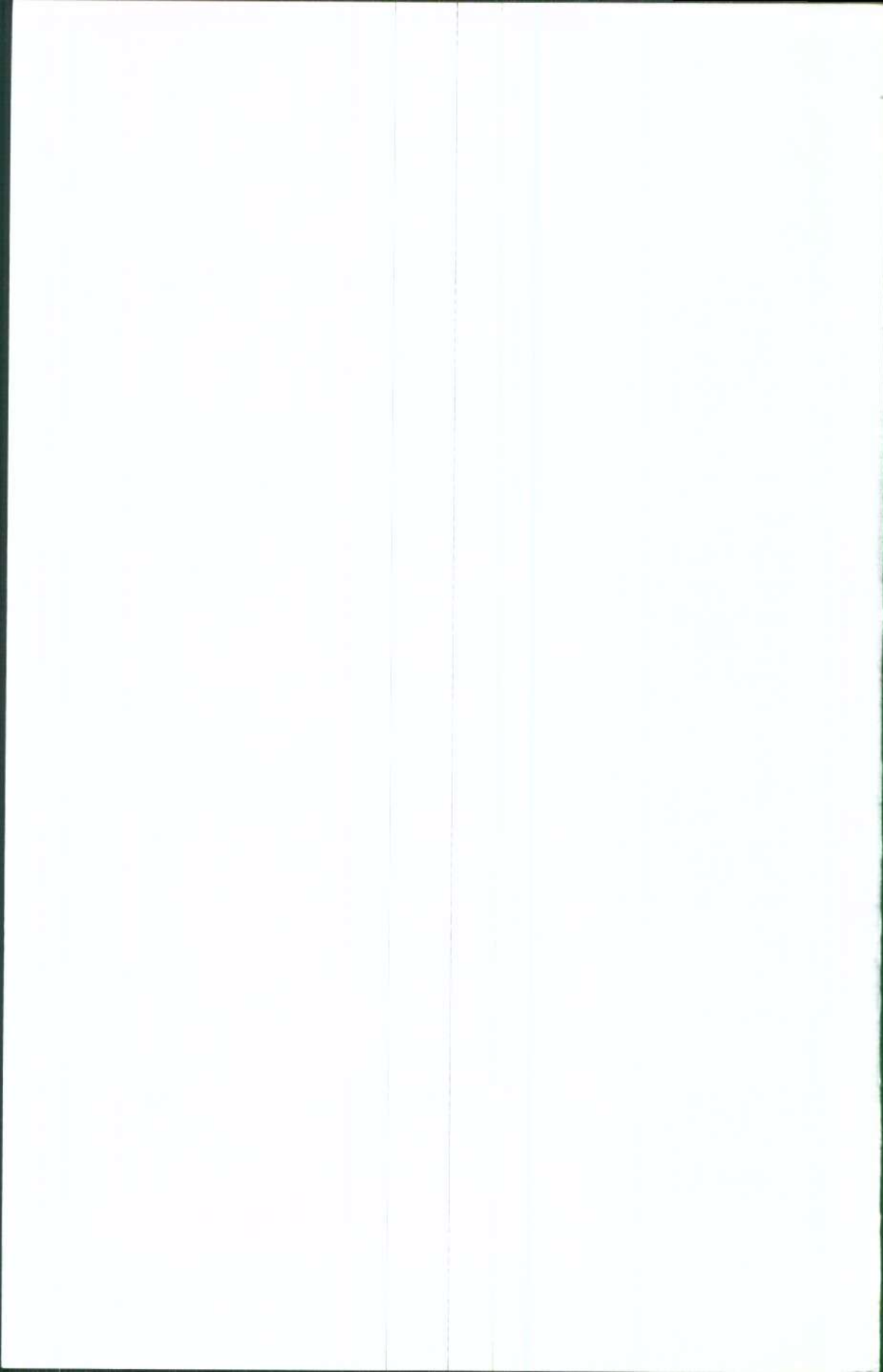
Biographie

Clara Caselli est professeur agrégé de Technique Bancaire à l'Université de Gênes.

Licenciée en Economie et Commerce en 1969, elle a été chercheur et assistant ordinaire à l'Université de Gênes depuis 1970 et professeur de Technique du Commerce International à l'Institut Universitaire de Bergamo de 1977 à 1982.

Collaboratrice à la Fondation Finafrika depuis une décennie, elle y enseigne « Banques Centrales » et « Financement Extérieur du Développement » dans le cadre des cours de spécialisation bancaire pour les P.V.D. que la Fondation organise chaque année. Elle a également été chargée de missions d'étude en Afrique Orientale et en Afrique du Nord. Elle a participé au groupe de travail « Banques internationales et marchés financiers dans les économies en développement » formé par le Centre de développement de l'OCDE et participe aussi au groupe d'étude « Affaires internationales monétaires et financières » de l'Association Européenne des Instituts de Recherche et de Formation en Matière de Développement (E.A.D.I.).

Elle est l'Auteur de nombreuses publications en matière de banque et de crédit et en ce qui concerne le sous-développement elle a publié « Le système bancaire de la Tanzanie » et plusieurs articles dans la revue « Savings and Development ».



LES MARCHÉS DU CREDIT DES PAYS D'AFRIQUE

Collection dirigée
par Arnaldo Mauri

17

FINAFRICA

CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE - MILANO



GIUFFRÈ EDITORE

COLLECTION « LES MARCHÉS DU CREDIT DES PAYS D'AFRIQUE »

1. *Les systèmes bancaires des Pays d'Afrique*
2. Sergio Bortolani, *Le système bancaire du Niger*
3. *La mobilisation de l'épargne dans les Pays africains*
4. Paolo Mottura, *Le système bancaire de la Tunisie, 1956-1970*
5. Bruno Rossignoli, *Le système bancaire de l'Algérie*
6. Lorenzo Frediani, *Le système bancaire du Gabon et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun*
7. *L'épargne et les Caisses d'épargne d'Afrique*
8. Giordano Dell'Amore, *Le crédit agricole dans les Pays d'Afrique*
9. Marco Onado et Antonio Porterì, *Le système bancaire et la formation de l'épargne au Lesotho*
10. Clara Caselli, *Le système bancaire de la Tanzanie*
11. Sergio Bortolani, *Rôle de la banque centrale en Afrique*
12. Lorenzo Frediani, *La politique de liquidité des banques de dépôt au Kenya*
13. *Le crédit agricole en faveur du développement*
14. Arnaldo Mauri, *La mobilisation de l'épargne des ménages: un instrument de développement*
15. Alwin B. Taylor, *Monnaie et banque en Sierra Leone*
16. Andrea Calamanti, *Marché mobilier et sous-développement: la bourse des valeurs en Côte d'Ivoire, Maroc et Tunisie*
17. Clara Caselli, *L'internationalisation bancaire en Egypte*

les marchés du credit des pays d'afrique

Clara Caselli

L'INTERNATIONALISATION BANCAIRE EN EGYPTE

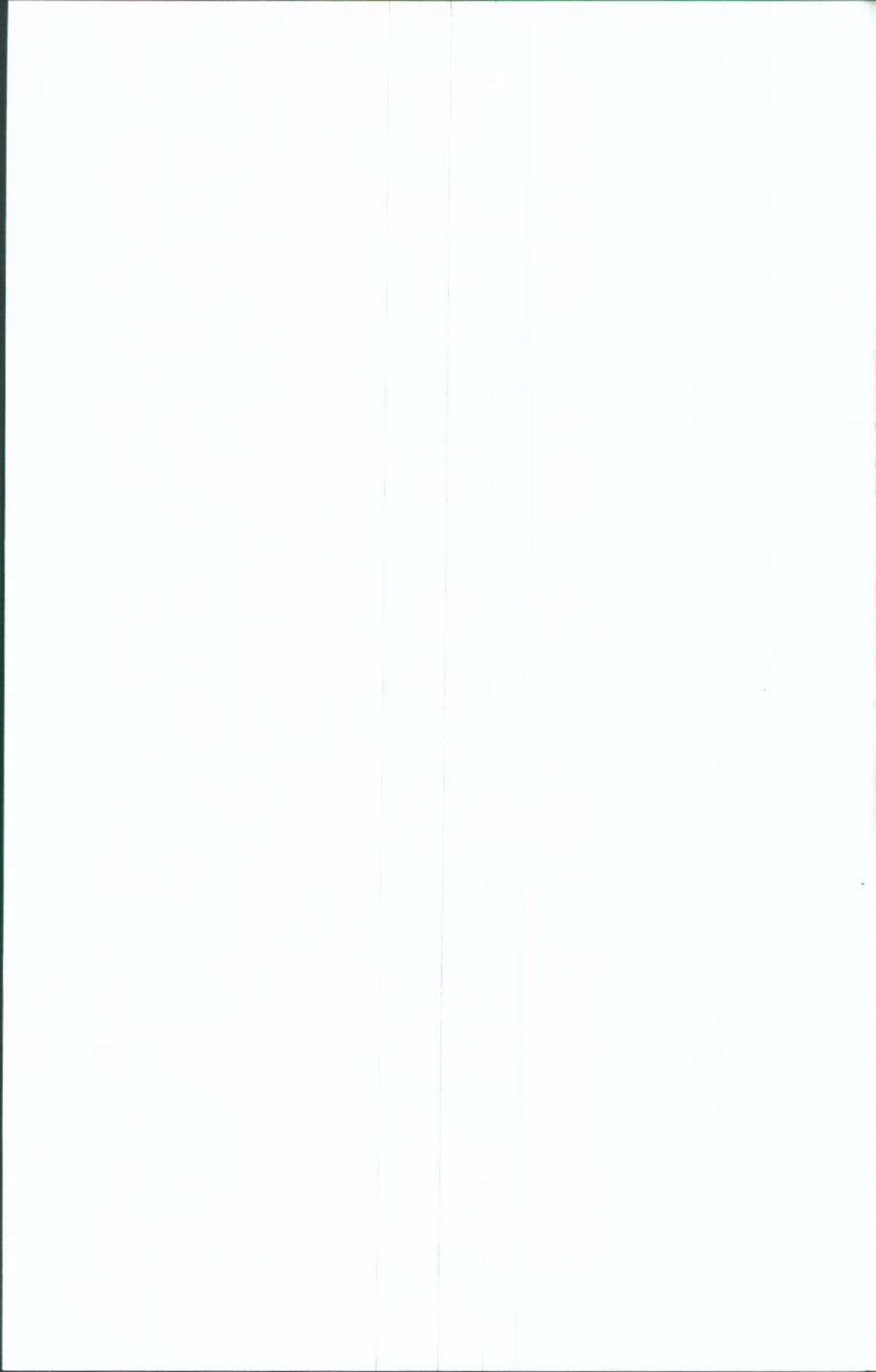
Finafrica - Cariplo - Milano
GIUFFRÈ EDITORE

TUTTE LE COPIE DEVONO RECARE IL CONTRASSEGNO DELLA S.I.A.E.

TUTTI I DIRITTI SONO RISERVATI

(1982) Tipografia MORI & C. S.p.A. - 21100 VARESE - VIA F. GUICCIARDINI 66

INTRODUCTION



L'expansion de l'activité bancaire internationale représente sans aucun doute un des phénomènes les plus significatifs de l'histoire économique de ces dernières décennies. La croissance du commerce mondial et des mouvements de capitaux internationaux, le développement des euromarchés et la naissance d'une pluralité de centres financiers internationaux, plus ou moins articulés et avancés, sont les motifs que l'on rappelle le plus souvent pour décrire le cadre dans lequel s'est effectué le développement de l'activité bancaire internationale. Il s'agit d'un phénomène qui attend encore une définition exacte, tant en termes théoriques qu'en termes statistiques et descriptifs. Au sein de cette problématique, le Centre de développement de l'O.C.D.E. a organisé une recherche visant à mettre au point les stratégies d'internationalisation et les modes d'action des banques dans les pays en voie de développement. À cette fin on a cerné trois groupes de pays, suivant le genre de présence des banques étrangères: leur présence peut être en effet orientée vers le crédit interne, ou bien leur activité peut être purement internationale sans aucun lien intérieur, ou bien il peut y avoir une situation intermédiaire¹.

Cette étude, conduite dans le cadre de ladite recherche, est consacrée au « cas égyptien »: il s'agit d'un pays extrêmement intéressant, car dans les dix dernières années il a accompli des

¹ Les pays qui ont fait l'objet de l'enquête sont les suivants: Singapour, Philippines, Corée du Sud, Inde, Bahrein, Liban, Egypte, Côte d'Ivoire, Mexique, Argentine, Brésil et Pérou.

efforts énormes pour sortir de l'état d'arriération où il se trouvait au début de ce siècle, en adoptant une stratégie de très grande ouverture (« open door ») aux investissements et à l'installation d'activités étrangères sous forme de « joint ventures » avec des capitaux locaux, aussi bien dans le domaine de la production que dans le domaine bancaire. L'Egypte dispose aujourd'hui d'un réseau étendu et articulé d'établissements de crédit à participation minoritaire, majoritaire ou exclusive de banques provenant des pays industrialisés et du monde islamique: bien que les activités exclusivement internationales ne manquent pas, l'orientation des banques venant de l'étranger est cependant essentiellement « interne », c'est à dire qu'elle tend surtout à s'introduire dans le marché local du crédit.

La recherche se fait donc à deux niveaux strictement liés entre eux: d'un côté celui des effets sur le système de crédit et sur l'économie du pays qui les héberge, et de l'autre celui des stratégies, des problèmes de gestion et des techniques opérationnelles des unités bancaires locales, dans leurs rapports avec la Maison mère.

Au cours d'une discussion collective sur les premiers résultats de la recherche effectuée, on a décelé trois stratégies fondamentales d'internationalisation des banques²:

- a) stratégie d'accompagnement
- b) stratégie de financement international
- c) stratégie de délocalisation.

Suivant la première, qui est la plus classique, les banques se développent à l'étranger pour accompagner la clientèle nationale, tant pour les besoins du commerce international, que pour ceux qui se rapportent aux investissements. L'adoption de cette stratégie n'envisage pas de développer le marché du crédit local, mais simplement les activités étrangères, de telle sorte que

² C.A. MICHALET, *Stratégie et structures des banques internationales*, O.C.D.E., Centre de Développement, Paris 1981.

leur introduction dans le réseau de banques locales reste très concentrée et apparaît comme un prolongement de l'activité que la banque déploie dans son pays d'origine.

La deuxième stratégie mise par contre sur la participation à l'euromarché qui est réalisée à travers un réseau d'unités opérationnelles placées dans les centres financiers internationaux les plus significatifs.

La troisième stratégie, enfin, a pour objectif de s'introduire sur le marché local et de le développer en lui fournissant des services à l'échelon international.

Il n'est pas facile de déceler quelle est la stratégie qui a effectivement été suivie dans les options des banques étrangères installées en Egypte, à cause des interrelations qui s'opèrent entre les stratégies elles mêmes. Il est certain, de toute façon, si l'on excepte deux banques « off shore » qui agissent dans le cadre de la deuxième stratégie, que la plupart des établissements à capital étranger agissent en partie sur la base de la première stratégie et de façon croissante sur la base de la troisième qui tend à s'affirmer progressivement, en même temps que se consolide la présence de ces établissements dans l'économie égyptienne.

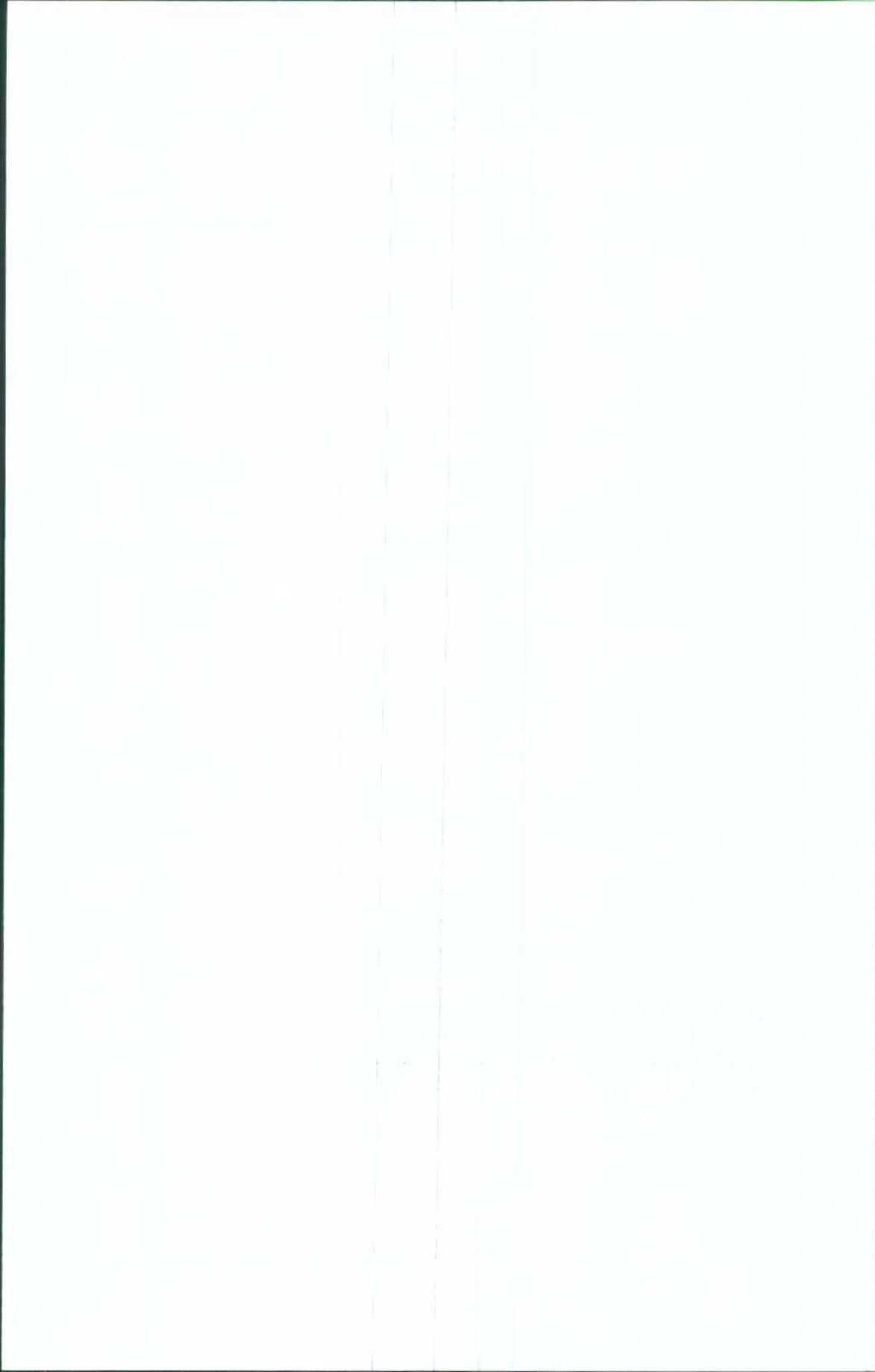
L'ouvrage est articulé en trois parties: dans la première sont synthétisés les principaux problèmes de l'économie égyptienne dans leurs aspects réels et monétaires et le modèle de développement adopté; dans la deuxième on fait ressortir certaines conditions extérieures à l'activité des banques, c'est à dire les caractéristiques de la politique de l'« open door » en ce qui concerne les investissements, le contrôle des changes et la législation en matière de devises, les restructurations du marché du crédit et la politique de la monnaie et du crédit; dans la troisième partie, enfin, on fait l'analyse de la gestion des banques à capital étranger et de son évolution tant en ce qui concerne les chiffres globaux qu'en faisant une enquête sur échantillon.

Les données statistiques et les informations utilisés pour cette recherche ont été recueillis par l'Auteur pendant un séjour

en Egypte aux mois de septembre-octobre 1980, grâce à la collaboration précieuse des autorités monétaires et gouvernementales égyptiennes et de nombreux dirigeants de banques commerciales et d'investissement, publiques et privées. L'Auteur désire remercier très vivement tous ceux qui ont permis la réalisation de ce travail, fournissant aussi bien leurs opinions en matière que le matériel statistique et bibliographique.

PREMIERE PARTIE

**L'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE ÉGYPTIENNE
DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE
DE LA PORTE OUVERTE**



CHAPITRE PREMIER

LES PRINCIPAUX TRAITS DE L'ÉCONOMIE ÉGYPTIENNE

1. Avant propos: l'Egypte au seuil des années soixante-dix.
2. L'évolution du revenu national et du processus de formation du capital.
3. La croissance sectorielle de l'économie égyptienne.
4. Le budget de l'Etat.
5. La balance des paiements et la dette étrangère.
6. La planification.
7. Conclusions.

1. Avant propos: l'Egypte au seuil des années soixante-dix

Pays de culture et d'histoire très anciennes, ayant une situation de grande importance stratégique et commerciale dans le monde méditerranéen, l'Egypte est cependant arrivé au seuil de l'époque contemporaine en tant que pays sous-développé, de telle sorte que son évolution récente est axée sur les tentatives, très diversifiées et intéressantes, d'accélérer son taux de développement et de poser les bases d'une économie plus moderne et avancée.

Il a fallu pour cela envisager de nombreux problèmes. Tout d'abord celui de la population: déjà le programme économique de la révolution de 1952, qui déposa le roi Farouk, en faisait une question centrale en programmant des réformes agraires et de développement de l'industrialisation¹. L'amélio-

¹ R. MABRO, *The Egyptian Economy 1952-1972*, Clarendon Press, Oxford 1974, pag. 229.

ration de l'agriculture exigeait l'accroissement de la productivité par habitant qui était fort basse malgré la fertilité de la terre, moyennant des ouvrages d'irrigation, des réformes dans la structure de la propriété, la création de services, de façon à étendre les surfaces cultivées et exploiter le sol plus intensivement. Malgré les progrès accomplis, le développement du secteur ne procéda cependant que de façon lente et insuffisante, aussi bien en ce qui concerne le développement interne que les exportations. Ainsi, d'un côté les importations augmentaient, même en ce qui concerne les produits agricoles, et de l'autre on ne pouvait compter sur la croissance rapide des exportations de certains produits typiques, comme par exemple le coton².

L'industrialisation rencontra elle aussi de grandes difficultés: l'exigüité des ressources naturelles et la concentration de la production agricole déterminèrent la suprématie de l'industrie textile et un faible développement de l'industrie alimentaire, tandis que la diversification industrielle n'aurait pu que dépendre en large mesure des importations de matières premières et de produits semi-finis; en outre, un deuxième obstacle venait des déficiences des ressources humaines dans le domaine de la qualification professionnelle et de la capacité managérielle. La structure industrielle naissante de l'Egypte fut donc caractérisée par une forte vulnérabilité, typique des pays en voie de développement³.

La difficulté de transformer l'agriculture et d'implanter rapidement un secteur industriel efficient donna lieu à de graves problèmes sociaux: des phénomènes de migrations intérieures et de rapide urbanisation entraînèrent de fortes contradictions, comme l'augmentation de la consommation et du chômage même à l'échelon intellectuel, ce qui favorisa le gonflement du secteur tertiaire et notamment du secteur public, souvent élé-

² R. MABRO, *ouv. cit.*, pag. 39-107.

³ R. MABRO, R. RADWAN, *The Industrialisation of Egypt, 1939-1973*, Clarendon Press, Oxford 1976.

phantasique et inefficace. C'est ainsi que se produisit un écart considérable entre les programmes de longue période du Gouvernement, qui comprenaient des ouvrages comme la construction du barrage d'Assouan ou l'introduction dans le pays de l'industrie lourde, et les attentes à court terme de la population qui se traduisaient par la naissance de nouveaux besoins privés et collectifs⁴. La conséquence la plus grave en fut l'augmentation croissante de l'écart entre exportations et importations, paradoxalement accru non seulement à cause de la montée des consommations mais aussi à cause de la politique d'« import substitution »⁵. Le déficit de la balance des paiements connut cependant de fortes oscillations, et atteignit certaines années plus de 10% du revenu national⁶. Au début, la politique nassérienne s'efforça de maintenir à un niveau élevé les investissements, en utilisant même des aides extérieures, mais le manque de rentabilité des investissements engagés et la faible formation d'épargne nationale rendirent extrêmement difficile le remboursement des emprunts obtenus et en coupèrent l'afflux, en raison également de la rupture progressive des liens avec le monde occidental.

Il en résulta une phase de stagnation de très graves proportions avec l'accentuation des distorsions dont nous avons parlé: migrations internes, gonflement abnorme du tertiaire, croissance de la consommation, chômage, parasitisme etc.

Telle était la situation au début des années '70: l'échec de l'expérience nassérienne, qui avait tenté de poursuivre le développement économique du pays notamment dans les secteurs agricole et industriel, moyennant l'élargissement de la sphère publique de l'économie et la coupure des liens avec le monde occidental, arrêta la croissance de l'économie égyptienne, tandis que le déficit des comptes avec l'étranger atteignait des niveaux

⁴ R. MABRO, *ouv. cit.*, pag. 230.

⁵ R. MABRO, S. RADWAN, *ouv. cit.*, pag. 238.

⁶ Voir à ce propos les statistiques rapportées par R. MABRO et S. RADWAN, *ouv. cit.*, pag. 193.

fort inquiétants. Le président Sadate, qui succéda à Nasser en 1970, entreprit un changement progressif, mais radical, des orientations de politique économique. De ce point de vue, l'année 1974 représente une pierre angulaire dans l'histoire de l'Egypte moderne: la loi sur les investissements étrangers représente le premier acte d'un processus législatif complexe qui ouvre ce qu'on appelle la phase de la « politique de la porte ouverte » (en arabe « Siyasat Al Infitah »). On a justement remarqué qu'on ne doit pas la considérer simplement comme une série de mesures pour attirer des capitaux étrangers, mais comme un moyen de concevoir toute la politique économique et les stratégies de développement du pays. Les divers aspects de ces orientations seront examinés dans le détail plus loin; bornons-nous ici à rappeler les principes fondamentaux qui l'inspirent:

- a) la décentralisation des décisions dans le cadre du secteur public;
- b) la promotion du secteur privé;
- c) la concession d'encouragements de genres divers pour attirer des capitaux étrangers disponibles à être investis en Egypte, notamment arabes et occidentaux;
- d) le renforcement des liens avec l'Occident et avec le Monde Arabe;
- e) la formulation de plans de développement économique et social.

C'est ainsi que commence une nouvelle phase de l'histoire de l'économie égyptienne, dont les caractères sont totalement différents de ceux de la période précédente: cinq ou six ans après son ouverture, il pourrait être significatif de faire un premier bilan, ne serait — ce que provisoire. Dans ce but, il faut avant tout esquisser les tendances de développement des principaux secteurs de l'économie et des agrégats économiques et financiers: c'est ce que nous nous proposons de faire dans la première partie de cette étude.

2. L'évolution du revenu national et du processus de formation du capital

L'évolution des principaux agrégats macro-économiques semble conditionnée par de nombreux facteurs d'ordre intérieur, qui se rattachent aux caractéristiques structurales de l'économie égyptienne et au changement du système politique, et par des facteurs d'ordre extérieur comme les conflits militaires récurrents et les changements dans les relations internationales.

Le résultat qui en a dérivé est un taux de croissance du revenu national plutôt modeste: dans la période allant de 1952 à 1980 on enregistre un accroissement annuel moyen du produit intérieur brut (aux prix constants) égal 6,5% (Tableau 1).

TABLEAU 1

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT ET CAPITAL RÉEL NET. 1952-1980
(taux d'accroissement moyens - prix constants)

Années	Produit intérieur brut	Capital réel net
1952/53 - 1959/60	3,6	0,04
1959/60 - 1964/65	5,8	2,3
1964/65 - 1973	3,2	1,5
1973 - 1980	13,9	5,0
1952/53 - 1973	4,0	1,2
1952/53 - 1980	6,5	1,8

(Source: Egypt Investment Directory, 1980/81, et Ministère de la Planification).

Si l'on considère le revenu par tête, en tenant compte que la population égyptienne a augmenté dans les trente dernières années à un taux moyen de 2,5% par an, on note un taux d'accroissement d'environ 1,5%: on en déduit que, à partir des conditions actuelles, les perspectives de redoublement du revenu individuel sont d'un demi siècle environ.

TABLEAU 2

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS
(millions de LE - aux prix constants 1975)

Secteurs	1973		1974		1975		1976		1977		1978		1979		1980	
	val. abs.	%	val. abs.	%	val. abs.	%	val. abs.	%	val. abs.	%	val. abs.	%	val. abs.	%	val. abs.	%
Agriculture																
	955,5	31,2	1.280,0	34,1	1.468,5	30,7	1.491,0	28,3	1.490,1	26,1	1.561,0	25,0	1.613,0	23,6	1.661,0	22,2
Industrie																
	754,8	24,7	963,4	25,7	1.285,3	26,9	1.460,0	27,7	1.685,0	29,5	1.837,0	29,5	2.182,0	31,9	2.428,0	32,4
Distribution, transports, crédit																
	458,5	15,0	572,4	15,3	882,4	18,5	1.074,0	20,4	1.186,0	20,7	1.410,0	22,6	1.490,0	21,8	1.679,0	22,4
Services																
	891,3	29,1	935,2	24,9	1.142,6	23,9	1.243,0	23,6	1.350,0	23,7	1.424,0	22,9	1.558,0	22,7	1.728,0	23,0
<i>Total</i>	3.060,6	100,0	3.751,0	100,0	4.778,8	100,0	5.268,0	100,0	5.715,0	100,0	6.232,0	100,0	6.843,0	100,0	7.496,0	100,0
Taux d'accroissement																
	22,6		27,4		10,2		8,5		9,0		9,8		9,5			

(Source: Ministère de la Planification).

Il est bon cependant de procéder à l'analyse par périodes: comme on peut le voir, une phase initiale plus lente a été suivie, dans la première moitié des années soixante, d'une période de croissance plus accélérée, suivie à son tour d'une décennie de stagnation et de la reprise qui a fait suite au changement des cadres politiques et institutionnels, même si le taux de croissance du produit intérieur brut ces dernières années, est fortement influencé par les transferts courants et donc en quelque mesure surestimé. L'évolution du produit intérieur brut, qui a suivi la phase de l'« open door » apparaît plus clairement au Tableau 2, qui en analyse également la répartition par secteurs.

Le taux d'accroissement moyen monte considérablement par rapport à la période précédente, surtout grâce à l'apport du secteur pétrolier et du canal de Suez, tandis que paraissent stagnants l'agriculture et les services: la première passe de 31,2% en 1973 à 22,2% en 1980 et les seconds passent de 29,1% à 23,0%.

Si l'on passe à l'analyse du processus de formation du capital (Tab. 1) on voit ressortir nettement la modestie des taux d'accroissement annuels; si l'on considère que dans cette même période l'emploi a monté suivant des taux qui étaient les deux tiers environs de ceux qui se rapportaient à la formation du capital, on en déduit que le rapport capital/employé a augmenté dans les 25 dernières années d'un peu plus de 0,6%. Le problème de l'augmentation des investissements est donc l'un des modes fondamentaux auxquels la phase de l'« open door » a tâché de donner une réponse. Et en effet, les données les plus récentes indiquent une amélioration nette par rapport à la situation précédente (bien qu'avec de fortes oscillations au cours de la période) avec un accroissement annuel moyen de 23% en termes réels et une proportion de 1 à 4 par rapport au revenu national. En ce qui concerne la composition, cependant, il y a un net fléchissement des investissements dans l'agriculture, tandis qu'augmentent ceux qui se rapportent à l'industrie d'extraction (pétrole) et au bâtiment.

3. La croissance sectorielle de l'économie égyptienne

a) *L'agriculture*

Quoique l'agriculture représente un poste important dans l'économie égyptienne et contribue dans la mesure d'un quart au revenu national en regroupant environ 40% de l'emploi, elle se trouve aujourd'hui dans une crise profonde et elle est incapable de pourvoir aux besoins croissants de la population. Dans les cinq dernières années, la production agricole a augmenté de moins de 1% par an, taux inférieur au taux d'accroissement de la population. Son développement est entravé surtout par l'impossibilité d'élargir les surfaces cultivées si ce n'est en les arrachant au désert à grand frais pour peu de productivité, alors que l'urbanisation dérobe continuellement des surfaces utilisables pour les cultures: il suffit de penser que de 1916 à nos jours l'extension des zones agricoles n'a augmenté que de 5,5%.

Un deuxième facteur négatif est l'insuffisance, dans bien des zones, des systèmes d'irrigation, tandis qu'un troisième obstacle tient au système des prix qui décourage les producteurs.

Cette marche peu satisfaisante est confirmée par les indices de la production agricole totale et par tête (Tableau 3): tandis que la première monte de façon modeste, la deuxième fait enregistrer une contraction nette. La situation semble meilleure pour les produits alimentaires, surtout pour le blé, tandis qu'elle est tout à fait négative pour le coton. Bien qu'il s'agisse encore d'un poste important dans l'économie égyptienne et surtout dans les exportations, la quantité de coton produite a diminué au cours des cinq dernières années de 4,75% en moyenne, et les exportations ont diminué encore plus (—12,7%) à cause de l'augmentation de la consommation intérieure et l'utilisation croissante du coton pour la production de produits manufactu-

rés destinés à l'exportation, mais qui, en raison de leur qualité, trouvent des difficultés d'écoulement sur les marchés mondiaux.

A cette influence négative sur les exportations vient s'ajouter le déclin de la production par habitant qui a pour effet d'augmenter les importations, surtout pour certains produits, avec une aggravation conséquente de la balance agricole.

TABLEAU 3

INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

(base 1969-71 = 100)

Années	Production agricole		Denrées alimentaires	
	Total	par habitant	Total	par habitant
1969	99	101	98	100
1970	99	99	99	99
1971	102	100	103	101
1972	103	99	104	100
1973	103	97	105	99
1974	102	94	106	98
1975	103	93	110	99
1976	106	93	112	99
1977	102	87	108	92
1978	107	89	112	94
1979	110	90	114	93
1980	115	91	117	93

(Source: F.A.O., *Annuaire de la production*).

Le développement de l'agriculture est de toute façon l'un des objectifs des plans de développement et les autorités publiques ont pris et continuent à prendre les mesures nécessaires pour renforcer les infrastructures, surtout les systèmes d'irrigation, fournir des semences sélectionnées, distribuer des engrais et des pesticides à des prix administrés, fournir des financements facilités, hausser les prix payés aux producteurs.

b) *L'industrie*

Le secteur industriel occupe une place croissante dans l'économie égyptienne et contribue au revenu national dans la me-

sure de 32,4%, aux exportations dans la mesure de 60%, et absorbe environ 20% de l'emploi global.

La politique d'industrialisation commença en 1952 selon une stratégie qui fut désignée sous le nom de « socialisme arabe » et qui tendait à souligner de façon exclusive le développement des secteurs primaire et secondaire, par opposition au tertiaire et à privilégier, dans l'industrie, la production de biens de consommation dans la conviction qu'il n'était pas bon de demander à la population, dans cette première phase, les sacrifices que la priorité accordée à l'industrie lourde aurait entraînés. Depuis lors, on mita sur une stratégie d'« import-substitution » et, progressivement, également sur le développement de l'industrie de base: la construction du complexe sidérurgique de Helwan remonte à 1959.

Avec la phase de l'« open door », on tend d'un côté au développement d'investissements publics dans les secteurs de base et dans celui des infrastructures, et d'autre part à stimuler l'afflux de capitaux étrangers et privés en « joint venture » avec les capitaux publics. Dans cette phase, le développement industriel a reçu une forte accélération, avec un taux de croissance annuel moyen de la production s'établissant autour de 20%, au dessus du niveau moyen de l'économie. Cette allure a été possible grâce à la présence de certaines circonstances favorables, dont l'abondance de main d'oeuvre suffisamment qualifiée, bien que l'émigration vers les autres Etats arabes, largement encouragée par les autorités pour réduire le chômage, a exercé un effet fortement sélectif avec un abaissement conséquent du niveau de qualification.

Un aspect intéressant à envisager est donné par le poids du secteur privé: quoique le secteur public concentre encore 70% de la valeur de la production, il n'y a pas de doute que le secteur privé traverse une période de forte expansion, surtout en ce qui concerne l'industrie de transformation où il occupe une place plus marquante en termes d'emploi (40%) et de produit (36%). On estime qu'il existe environ 150.000 petites

entreprises, dont 3% seulement avec un nombre d'employés supérieur à 50 unités.

Malgré l'intention de promouvoir un développement rapide des industries privées, celui-ci semble cependant freiné, même pour les années à venir, par les carences du marché mobilier, par le manque d'infra-structures et par les obstacles bureaucratiques et administratifs, ainsi que par une législation qui, dans l'ensemble, tend à favoriser le secteur public.

Sous le profil sectoriel prévaut, bien qu'en régression, l'industrie productrice de biens de consommation (60% environ du secteur manufacturier) surtout dans l'alimentation et les textiles. Parmi les produits semi-finis, prennent une importance croissante ceux qui se rattachent à l'industrie du bâtiment, tandis que reste encore modeste la production de biens d'équipement et de biens de consommation durables.

Une place à part revient à l'industrie pétrolière, dont l'importance s'est rapidement accrue ces dernières années, aussi bien sous le profil de la production (le secteur a passé de 1% du revenu national en 1973 à 8,1% en 1980), que sous celui de l'apport aux exportations. Le secteur dépend d'une entreprise publique, l'Egyptian General Petroleum Corporation, qui s'occupe de la prospection, de la production, du raffinage et de la vente, travaillant souvent en « joint venture » avec des sociétés étrangères ou à travers des sociétés affiliées.

En général, l'E.G.P.C. souscrit des accords pour la prospection et la production du type « production sharing », c'est à dire que la société étrangère souscrit un minimum de dépense pour une période allant jusqu'à douze ans et, dans le cas de découverte de gisements exploitables commercialement, le développement et la production successifs sont conduits par une « joint venture » formée par l'E.G.P.C. et par la société étrangère. La production va, dans la mesure de 20-40%, à la société étrangère en remboursement des frais de prospection, tandis que le reste est réparti en proportions variables entre l'E.G.P.C. (de 75 à 87%) et son partenaire (25-13%).

La valeur de la production est naturellement influencée par l'allure des prix du pétrole, fixés par l'O.P.E.C. (dont l'Egypte ne fait d'ailleurs pas partie), et son apport à l'économie égyptienne dépend donc essentiellement de causes extérieures.

Comme on peut le voir au tableau 4, la production à la fin de 1980 est quatre fois environ celle de 1974 et huit fois plus en valeur; on envisage de produire 50 millions de tons par an à la fin de 1983, après que l'Egypte aura récupéré ses territoires dans le Sinai.

TABLEAU 4
PRODUCTION PÉTROLIÈRE

Années	Quantités (millions de tons)	Valeur (millions de dollars)	Indice quantité	Indice valeur
1974	7,5	334,1	100	100
1975	11,7	477,6	156	143
1976	16,7	807,8	223	242
1977	21,3	1.071,0	284	321
1978	25,1	1.377,3	335	412
1979	29,1	2.681,1	388	802
1980	31,0	2.710,6	413	811

(Source: Egyptian General Petroleum Corporation).

c) *Le secteur tertiaire*

Le secteur tertiaire a manifesté dans la période 1973-79 une marche favorable dans l'ensemble, avec une légère augmentation de son incidence: en termes de participation au produit intérieur brut, il a passé de 44,1% à 45,4% en 1980 (Tableau 2). Cependant, l'éthérogénéité de ce secteur demande une analyse plus détaillée, car le développement qui s'est manifesté est dû essentiellement à certaines activités tandis que d'autres se sont montrées en net déclin. L'allure la plus défavorable est celle du poste « services », qui comprend certaines activités

liées au bâtiment, les services sociaux (instruction publique, santé, etc.) et, surtout, les services publics (88%).

Les secteurs qui présentent une allure favorable sont ceux qu'on définit comme « de distribution »: transports, commerce, crédit, tourisme, etc. En particulier, le développement de cet agrégat est dû à deux circonstances qu'il est opportun d'analyser plus en détail: la réouverture du Canal de Suez et la bonne marche du tourisme.

Le Canal de Suez avait été fermé en 1967, avec de graves dommages pour l'économie égyptienne: il suffit de penser qu'à l'époque trois quarts des pétroliers du monde y transitaient. Depuis sa réouverture en juin 1975, le trafic s'est considérablement accru, malgré l'obstacle représenté par la tendance à l'augmentation des pétroliers géants: pour en permettre le passage, on a entrepris des travaux de dragage et on a à l'étude la possibilité d'approfondir le canal.

Le Tableau 5 fournit quelques indices sur le développement du trafic sur le canal depuis sa réouverture.

TABLEAU 5
TRAFIC DU CANAL DE SUEZ
(nombres indices)

Années	Nombre de bateaux	Tonnage	Nombre de pétroliers	Tonnage
1975	100	100	100	100
1976	291	304	377	549
1977	350	400	378	534
1978	384	482	359	520
1979	362	497	389	608
1980	366	531	421	626

(Source: Suez Canal Authority).

Comme on peut le voir, dès 1975 on a vu se produire un considérable développement du trafic qui a été suivi de quelques

difficultés, surtout en ce qui concerne le secteur des pétroliers. Malgré cela, le canal de Suez représente un des pivots de l'économie égyptienne et reste, comme nous allons le voir, une des sources les plus significatives de devises nobles.

Le deuxième secteur du tertiaire, dont l'importance dans l'économie égyptienne continue à croître, est le tourisme. Favorisé par des attraits historiques et naturels tout à fait exceptionnels, il n'a pu se développer qu'à la fin du conflit israélo-arabe et parallèlement à l'amélioration et à la croissance des structures hôtelières, rendues possibles grâce à de forts investissements étrangers.

Le Tableau 6 fournit certaines données statistiques fort intéressantes. Le tourisme contribue lui aussi de façon considérable à améliorer la balance des paiements égyptienne.

TABLEAU 6
TOURISME
(nombres indices)

Années	Nombre de touristes	Total recettes
1974	100	100
1975	117	125
1976	145	175
1977	148	275
1978	155	265
1979	156	178
1980	184	225

(Source: Ministère du Tourisme).

4. Le budget de l'Etat

Le budget de l'Etat comprend le Gouvernement central, les Autorités locales et les organismes publics, tandis qu'en sont exclues les sociétés à capital public. Il s'agit d'un document très complexe, pour lequel il est difficile de reconstituer des séries

chronologiques assez étendues, en raison également des changements de critères de classification.

TABLEAU 7

BUDGET DE L'ETAT
(en millions de LE)

	1978	1979
<i>Utilisations:</i>		
— Partie courante	6.680,2	9.172,9
— Compte capital	3.253,8	3.756,5
<i>Total</i>	9.934,0	12.929,4
<i>Sources:</i>		
— Partie courante	6.271,3	8.520,8
— Compte capital	1.565,0	1.728,3
<i>Total</i>	7.836,3	10.249,4
<i>Déficit courant</i>	409,0	652,1
<i>Déficit compte capital</i>	1.688,8	2.028,0
<i>Déficit total</i>	2.097,8	2.680,1

(Source: Ministère des Finances).

Le principal problème des finances publiques en Egypte est toujours l'importance du déficit global, aussi bien dans les parties courantes que dans le compte capital, qui a passé de 13 milliards de LE en 1975 à 2,6 en 1979 (Tableau 7) est qui équivaut à plus d'un quart du revenu national. L'importance du déficit découle, en ce qui concerne les dépenses de parties courantes, de la basse productivité du secteur public, des frais militaires et surtout des subsides aux prix de certains produits agricoles et autres matières premières, qui arrivent à 10-15% environ du revenu national⁷. Par contre, sous le profil des re-

⁷ Le système des subsides fut généralisé en 1974 à la suite de l'aggravation, à cause de l'inflation internationale, des conditions de la tranche de

cettes, le développement de la recette tributaire est freinée par les conditions générales du pays. Le déficit en compte capital, enfin, vient de l'augmentation des investissements publics et de leur efficacité insuffisante.

Un autre problème de grande importance est donné par les modalités de financement du déficit public (Tableau 8): les

TABLEAU 8

FINANCEMENT DU DÉFICIT DE L'ETAT
(composition en pour cent)

	1977	1978	1979
Emprunts nationaux	36,5	32,7	31,1
Financements étrangers	28,3	20,7	21,4
Emission titres	0,5	31,4	3,2
Divers	10,3	1,5	—
Déficit non couvert	24,4	16,7	44,3
<i>Total</i>	100,0	100,0	100,0

(Source: Ministère des Finances).

deux sources principales sont représentées par l'étranger et par les emprunts nationaux, dont beaucoup passent à travers le système bancaire. Comme nous allons le voir plus loin, le déficit de l'Etat a donné lieu à une abondante formation de base monétaire, ce qui a contribué à accélérer les poussées inflationnistes dans le pays.

5. La balance des paiements et la dette étrangère

L'économie égyptienne a toujours été caractérisée par son ouverture envers l'étranger: en 1951, le rapport entre la mo-

population qui avait déjà des revenus insuffisants à garantir un niveau de vie minimum. Le niveau des subsides qui s'était établi autour de 50 millions de dollars les années précédentes (moins de 1,5 dollars par tête) passa à 400 millions en 1973 et à 1.200 en 1979.

venne des importations/exportations de marchandises et le revenu national équivalait à 26%, tandis qu'après la révolution nassérienne, les échanges diminuèrent à la suite des transformations politiques survenues jusqu'à baisser à 12% en 1968/69⁸. La phase de l'« open door », par contre, pose les bases de développements successifs (Tableau 9): on assiste à une augmentation considérable du degré d'ouverture de l'économie en 1974, suivi d'une phase de stabilisation.

TABLEAU 9

DEGRÉ D'OUVERTURE COMMERCIALE DE L'ÉCONOMIE
ÉGYPTIENNE ENVERS L'ÉTRANGER 1973-78 *

Années	Imp. + Exp. march.	%	Imp. + Exp. march. et serv.	%
	2 PNB		2 PNB	
1973	15,8		20,9	
1974	25,4		31,9	
1975	24,1		31,8	
1976	20,8		31,1	
1977	25,1		33,6	
1978	25,8		33,7	

* Les données relatives aux parties de la balance des paiements sont au taux de change officiel. On n'a donc pas calculé les valeurs de 1979 et 1980 pour lesquelles le taux de change est le taux unifié.

(Source: Central Bank of Egypt; données traitées par nos soins).

a) La balance commerciale

Si l'on procède à l'analyse de l'évolution de la balance des paiements (Tableau 10) il devient évident que la principale caractéristique est la manifestation de déficits considérables inhérents aux mouvements de marchandises, compensés en partie seulement par les soldes actifs des parties invisibles. Les causes de cette allure défavorable des comptes avec l'étranger remon-

⁸ R. MABRO, S. RADWAN, *ouv. cit.*, pag. 193.

TABEAU 10
BALANCE DES PAIEMENTS
(en millions de LE)

	1974	1975	1976	1977	1978	1978	1979	1980
	val. au taux de change officiel				val. au taux de change unifié			
<i>Transactions courantes:</i>								
Exportations	653,9	612,8	629,7	779,6	773,8	1.388,5	1.758,4	2.695,2
Assurances	0,2	0,4	0,1	0,2	1,5	2,7	3,6	—
Frets	7,9	22,6	37,9	59,8	48,5	86,8	117,2	311,3
Canal de Suez	—	33,2	121,7	167,4	201,0	359,5	412,1	464,3
Intérêts, dividendes, autres revenus .	107,9	176,9	323,4	394,9	754,1	1.334,0	1.763,4	2.181,6
Tourisme, voyages, etc.	161,6	189,4	290,3	376,2	346,3	629,0	559,7	725,4
Total rentrées	931,5	1.035,3	1.403,1	1.778,1	2.125,2	3.800,5	4.614,4	6.377,8
Importations	1.252,8	1.691,1	1.646,2	1.766,0	2.055,9	3.697,8	4.672,6	5.273,3
Autres paiements commerciaux . .	36,1	66,2	45,4	49,7	50,7	90,9	77,5	92,4
Assurances	3,5	5,3	3,5	1,7	3,7	6,6	5,0	—
Frets	9,3	31,8	31,1	38,0	29,3	52,4	59,2	142,6
Intérêts, dividendes, autres revenus .	61,1	74,5	107,0	124,7	164,3	290,2	299,5	418,4
Voyages	41,1	41,2	48,3	67,2	97,2	180,7	173,2	172,5
Dépenses de l'Etat	30,3	40,4	41,6	65,4	60,6	110,9	134,5	116,2
Autres paiements	30,0	53,4	73,0	158,5	159,4	262,6	316,8	651,3
Total Sorties	1.464,2	2.003,9	1.996,1	2.271,2	2.621,1	4.692,1	5.738,3	6.866,7
Solde	- 532,7	- 968,6	- 593,0	- 493,1	- 495,9	- 891,6	- 1.123,9	- 488,9
Transferts	405,2	421,3	278,1	174,2	135,0	241,5	62,1	68,1
Solde parties courantes	- 127,5	- 547,3	- 314,9	- 318,9	- 360,9	- 650,1	- 1.061,8	- 420,8
Mouvements de capitaux nets . . .	+ 157,7	+ 695,3	+ 346,0	+ 388,0	+ 390,7	+ 737,0	+ 1.431,7	+ 1.031,3
Surplus ou déficit	+ 30,2	+ 148,0	+ 69,1	+ 31,1	+ 29,8	+ 86,9	+ 369,9	+ 610,5

(Source: Central Bank of Egypt).

tent au modeste accroissement des exportations, dû au manque de politique promotionnelle et à l'absence de secteurs industriels conçus en fonction du marché mondial et, d'un autre côté, à l'augmentation des importations de biens de consommation pour satisfaire aux besoins de la population, qui croissent plus vite que la production interne, et de biens d'équipement, essentiels pour la réalisation des plans de développement du pays⁹.

En effet, les exportations ont augmenté de 1974 à 1979 à une moyenne annuelle de 14,6%, tandis que les importations ont augmenté à une moyenne de 26,4%.

TABLEAU II
COMPOSITION PAR PRODUITS DES IMPORTATIONS
ET DES EXPORTATIONS
(en pour cent)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
<i>Importations:</i>							
Combustibles	2,5	6,8	3,9	1,8	1,1	0,5	0,7
Produits de base	32,0	18,8	16,2	13,4	11,6	12,2	13,9
Semi-finis	35,3	40,2	29,8	32,8	30,9	33,3	37,5
Biens-d'équipement	13,5	16,9	27,2	30,1	32,6	30,6	24,5
Biens de consommation durables	4,2	3,2	5,8	6,7	6,6	6,4	4,9
Biens de consommation non durables	13,4	14,1	17,1	15,2	17,2	17,0	18,5
<i>Total</i>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<i>Exportations:</i>							
Combustibles	8,5	9,5	25,0	27,2	27,7	41,6	64,3
Produits de base	60,7	49,9	43,7	43,1	32,8	27,2	18,8
Semi-finis	14,4	16,2	13,0	13,5	21,7	16,2	9,8
Produits finis	16,4	24,4	18,3	19,2	17,8	15,0	7,1
<i>Total</i>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(Source: Central Agency for Public Mobilisation and Statistics; données traitées par nos soins).

⁹ Development of Egypt's foreign trade under export and import systems valid during the period 1970-1977, dans National Bank of Egypt, *Economic Bulletin*, 1979, n. 1, pag. 31.

En ce qui concerne la composition par produits (Tableau 11), les produits de base perdent du terrain parmi les importations, tandis qu'on voit augmenter l'importance des biens d'équipement, inhérents à la réalisation des orientations d'« open door », et des biens de consommation, surtout des biens non durables, en raison de l'augmentation de la population et du niveau de vie.

Parmi les exportations, la donnée la plus significative est la croissance dans le domaine des produits pétroliers, balancée par le déclin des produits de base, essentiellement dû au coton qui, autrefois, représentait la meilleure source de devises nobles.

Il est bon également de mentionner brièvement la composition du commerce étranger par groupes de pays (Tableau 12).

TABLEAU 12
COMPOSITION GÉOGRAPHIQUE DES IMPORTATIONS
ET DES EXPORTATIONS
(en pour cent)

	Importations			Exportations		
	1970-73	1974-77	1978-79	1970-73	1974-77	1978-79
Pays Arabes	4,3	1,8	2,4	4,5	3,8	9,5
C.E.E.	22,1	35,2	36,9	10,0	19,2	39,6
Comecon	28,2	14,6	7,4	55,3	50,0	15,0
U.S.A.	8,2	17,7	20,9	1,2	1,7	19,5
Autres pays européens	8,1	9,5	14,5	4,6	5,6	9,2
Autres	29,1	21,2	17,9	24,4	19,7	7,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(Source: Central Agency for Public Mobilisation and Statistics; données traitées par nos soins).

Comme on peut le voir, les années de l'« open door » ont fait enregistrer des changements considérables: le fléchissement de la tranche des pays du Comecon commence dès qu'on finit de rembourser par des exportations les emprunts contractés, et on voit lui faire pendant l'augmentation d'importance des relations

avec les Etats Unis et surtout avec l'Europe, qui est le partenaire privilégié du commerce étranger égyptien.

b) *Les parties invisibles et les transferts*

Le déficit de la balance commerciale a été compensé de plus en plus par les parties invisibles et par les transferts. Parmi les parties invisibles, très importantes sont les recettes venant des remises des émigrés, du tourisme, et du Canal de Suez. Les transferts consistent en majeure partie d'aides arabes, dont l'envergure est cependant décroissante, pour des raisons également politiques vu le changement des rapports avec Israël.

La Central Bank of Egypt publie chaque année un tableau particulièrement intéressant qui analyse les principales sources de devises nobles (Tableau 13): trois d'entre elles sont justement les parties invisibles que nous avons mentionnées, tandis que la quatrième est représentée par le pétrole, qui est devenu rapidement la première source en ordre d'importance.

TABLEAU 13
NOUVELLES SOURCES DE DEVICES ÉTRANGÈRES
(en millions de dollars)

Années	Remises émigr.	Pétrole	Tourisme	Can. de Suez	Total
1974	181,5	103,5	265,2	—	550,2
1975	366,1	164,1	331,8	84,9	946,9
1976	759,4	268,1	463,9	311,1	1.802,5
1977	928,1	574,6	728,2	427,9	2.658,8
1978	1.773,6	688,3	701,6	513,8	3.677,3
1979	2.071,2	1.347,9	470,7	594,7	4.484,5
1980	2.592,8	3.041,9	578,0	663,3	6.876,0
Total	8.672,7	6.188,4	3.539,4	2.595,7	20.996,2

(Source: Central Bank of Egypt).

Un poste qui mérite quelques considérations particulières est celui des remises des travailleurs égyptiens à l'étranger: celles-ci peuvent être en devises ou en nature. Dans ce dernier cas il

s'agit d'une source de financement des importations que l'on appelle « own exchange system » et qui ne comporte aucun transfert de devises (Tableau 14).

TABLEAU 14

REMISES DES TRAVAILLEURS ÉGYPTIENS À L'ÉTRANGER
(en millions de dollars)

Années	En argent	Système « Own Exchange »	Total
1974	169,7	11,8	181,5
1975	233,7	132,4	366,1
1976	361,4	398,0	759,4
1977	549,1	379,0	928,1
1978	934,5	839,1	1.773,6
1979	872,2	1.199,0	2.071,2

(Source: Central Bank of Egypt).

Le Tableau 13 est très intéressant car il constitue d'un côté une documentation des avantages apportés par la politique de la porte ouverte. Sans cette dernière et sans le climat de confiance qui s'y rattache, aucune de ces quatre sources n'aurait eu de possibilité de développement. D'un autre côté, ce tableau trace synthétiquement les quatre pivots sur lesquels se fonde aujourd'hui l'économie égyptienne. On voit en même temps émerger toute la précarité de la structure économique actuelle: il est évident qu'il s'agit d'une économie de paix, qui serait mise en grande difficulté par la reprise des hostilités dans cette zone, et fortement dépendante de ressources épuisables, ou de choix non gouvernables localement.

c) La dette étrangère

La part de déficit de la balance commerciale qui n'est pas couverte par les parties invisibles et les transferts a, en général,

été réglée par des mouvements de capitaux de différents genres. Au début et jusqu'à la moitié des années soixante, l'Egypte obtint de gros emprunts étrangers, « suppliers credits » et financements de gouvernements, mais vers la fin de la décennie, ces sources de provision étaient pratiquement épuisées car les pays occidentaux avaient suspendu les aides officielles et parce que les difficultés de recouvrement des dettes arriérées décourageaient de nouveaux octrois de crédits de fourniture.

La politique de la porte ouverte permit à nouveau d'accéder aux financements étrangers: en 1973/74 ce furent des prêts bancaires, en majeure partie jusqu'à 180 jours, et des prêts à moyen terme sur l'euromarché, tandis qu'en 1975, il y eut une reprise des « suppliers credits ». En 1976, on eut une augmentation de la dette à court terme, qui passa à 2,3 milliards de dollars, pour redescendre à 1,1 milliards en 1977 et à 450 millions en 1978, tandis que la dette à moyen et long terme augmentait à 8,1 milliards en 1977 et 9,9 en 1978. En revanche, on assiste à une prolongation de l'échéance de la dette étrangère parallèle à la consolidation de la confiance dont jouit l'Egypte sur le plan international. La consolidation a été accompagnée de la substitution des sources de financement bilatérales et unilatérales par des sources privées, bancaires et de fourniture: le service de la dette à moyen et long terme a baissé de 33% en 1973 à 25% en 1976 et à 20% en 1979. D'après certaines estimations, la dette étrangère non militaire à la fin de 1979 équivaut à 11 milliards de dollars et les principaux créditeurs sont les Etats Unis (16%), la Gulf Organisation for Development of Egypt (16%)¹⁰, l'Arabie Saoudite (19%), le Kuwait

¹⁰ La Gulf Organisation for Development in Egypt (G.O.D.E.) fut créée le 1er avril 1976 à la suite d'un accord avec l'Arabie Saoudite, le Qatar et le Kuwait, avec un capital de 2 milliards de dollars pour financer le développement économique égyptien; la G.O.D.E. a contribué considérablement au financement étranger de l'Egypte en octroyant des facilitations importantes, et elle a opéré également en collaboration avec les pays occidentaux et la Banque mondiale. Son activité a cependant subi un net ralentissement à la suite du traité de paix avec Israël et des sanctions appliquées à l'Egypte par les pays arabes.

(11%) et l'Allemagne Fédérale (6%). En outre, 62% sont sur une base bilatérale, 23% multilatérale, et 15% privés.

TABLEAU 15

DETTE PUBLIQUE ÉTRANGÈRE
(en millions de dollars)

	Dettes étrangères			Service de la dette				
	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
Privé	1.290,3	1.424,2	542,4	406,0	320,4	270,5	224,9	145,0
Multilatéral	1.564,9	2.331,0	122,4	176,9	192,1	463,6	459,0	447,0
Bilatéral officiel	5.196,1	6.124,2	1.779,0	469,4	670,9	576,2	574,1	559,6
Total	8.051,4	9.879,3	2.443,8	1.052,4	1.183,4	1.310,3	1.258,0	1.151,6

(Source: Banque Mondiale).

En août 1978, l'Égypte a également obtenu du Fonds Monétaire International une « extended facility » pour 600 millions de DTS (730 millions de dollars) à trois ans. Les pays occidentaux fournissent en outre des aides qui ont remplacé en partie les aides arabes pour un montant de l'ordre, à la fin de 1979, d'un milliard et demi de dollars dont deux tiers fournis par les États Unis et le reste par les autres pays occidentaux. Les organisations financières internationales elles aussi, et notamment la Banque Mondiale, ont fourni des aides pour un montant supplémentaire de 300 millions.

6. La planification

Déjà en 1960 l'Égypte avait adopté des systèmes de planification: un premier plan décennal avait pour objectif de doubler le revenu national. Celui-ci fut ensuite partagé en deux phases: la première de 1960/61 à 1964/65 se proposait une augmentation de 40% qui fut effectivement réalisée tandis que la seconde, de 1965/66 à 1969/70, n'eut pas le même succès à cause d'une augmentation de la consommation supérieure à ce qu'on avait programmé et qui avait été encouragée

par le système de soutien des prix. Le fait de ne pas avoir atteint les objectifs pré-établis entraîna un glissement de la deuxième phase jusqu'en 1971/72, avec un accroissement prévu du revenu national de 8% par an. Après la guerre de 1967, cependant, l'Egypte abandonna le plan septennal et en adopta un triennal pour la période 1967/68-1969/70. Entre 1967 et 1973 l'économie égyptienne fut caractérisée par des crises successives dues à l'augmentation excessive de la consommation de la population et aux dépenses militaires; le processus inflationniste prit des proportions alarmantes, alimenté comme il était par le déficit public et accompagné de la chute de l'épargne et des investissements. Pendant cette période et jusqu'à la fin de 1967, le processus de planification subit un temps d'arrêt.

Par la suite, on lança le plan quinquennal pour la période 1978/82, grâce auquel on envisageait de réaliser des augmentations croissantes de la production nationale (de 8,8% de 1976 à 11,9 de 1982), d'obtenir dans la même période une augmentation du revenu national brut de 6.881 millions de LE à 10.794, équivalant en termes pro capite au passage de 160 à 250 par an. Le plan prévoyait aussi, à la fin de la période, un niveau de consommation équivalant à 83% du PNB, une propension à l'épargne de 17% et un taux d'investissements de 28%; le financement étranger aurait dû baisser entre temps de 11,5 à 2%.

Ce plan a cependant été dépassé par un autre, encore en vigueur, se rapportant à la période 1980/84, et qui demande une analyse plus approfondie. Les objectifs de ce plan sont de remédier aux plus graves déséquilibres structureaux de l'économie et de la société égyptiennes et la consolidation de ces dernières en mettant au point une échelle de priorités plus précise. En particulier, on en a fixé quatre ¹¹:

¹¹ *The five-year plan. Egypt's 1980-84 development strategy, economic management and growth objectives*, dans *Egypt Investment Directory*, Cairo, 1979-80, pag. 45 et suivantes.

a) un changement radical de la politique des investissements (sélection soigneuse des projets, leur finalisation, l'identification des secteurs prioritaires, dont l'agriculture, les infrastructures, le bâtiment, les secteurs orientés vers l'exportation et les secteurs à haute intensité d'emploi, création d'un climat favorable aux investissements privés et étrangers, atténuation du phénomène d'urbanisation).

b) La révision du système de subsides aux prix de nombreuses marchandises, à travers la rationalisation des consommations, l'adoption de mesures différentes pour la tutelle de la population à bas revenu, la progressive péréquation des prix intérieurs et étrangers, l'alignement des salaires au niveaux courants dans d'autres pays et l'endiguement de leur accroissement dans les limites de celui de la productivité, de façon à améliorer le niveau de vie sans détruire la capacité concurrentielle de l'économie.

c) L'amélioration des comptes avec l'étranger et de la fiabilité du pays sur le plan international, moyennant une rationalisation de la politique des taux de change et une plus stricte collaboration avec les institutions financières internationales.

d) Le renforcement et la rationalisation des processus décisionnels à l'échelon micro et macro, moyennant la création d'institutions ad hoc (comme la National Investment Bank), le relâchement des contrôles sur les entreprises publiques et une certaine décentralisation des décisions.

Le plan se fixe comme objectif une croissance annuelle du PNB de 8% au début et de 10% ensuite; il s'agit d'un but assez ambitieux mais qu'il est possible d'atteindre si l'on compte sur les recettes du pétrole, du tourisme et du canal de Suez, dont l'apport au revenu national est établi par les programmeurs dans la mesure de 40%.

On a fixé des objectifs intermédiaires à l'échelon de secteur.

En ce qui concerne l'agriculture, on prévoit un taux de 3%, analogue à celui des années précédentes, qui devrait

être accompagné d'une amélioration de la productivité et d'investissements qui devraient être faits dans des secteurs à haut rendement susceptibles d'augmenter les exportations. En outre, on se pose l'objectif de promouvoir l'extension des terres cultivées, comme instrument pour ralentir le processus d'urbanisation.

Dans le bâtiment, on prévoit des interventions visant à réduire l'incidence du secteur public, à faire baisser les coûts de fabrication et les dimensions moyennes, et à stimuler le développement de la petite propriété. Dans le secteur industriel, les objectifs fixés par les plans précédents qui prévoyaient une croissance de 12% par an ont déjà été réalisés en 1976. Dans le plan 1980-84 on fait une sélection, car on s'efforce de favoriser les secteurs qui sont susceptibles d'accroître les exportations, ou de remplacer les importations de biens non de luxe ou essentiels pour le développement du pays par des industries qui se trouveraient dans une situation favorable par rapport aux ressources locales, de telle sorte qu'elles seraient en mesure de produire efficacement et en peu de temps une valeur ajoutée très élevée; qui auraient la possibilité d'être ou de devenir compétitives sur les marchés internationaux, qui seraient à basse intensité de capital et donc ne grèveraient pas excessivement la formation encore insuffisante d'épargne nationale, et qui permettraient un amortissement rapide des investissements effectués.

Dans l'ensemble, le plan 1980-84 prévoit des investissements pour 20 milliards de LE (aux prix de 1979), destinés dans la mesure de 18% à l'agriculture, 22,5% au bâtiment et aux infrastructures, 20,8% aux transports et communications, 9% à l'énergie, 20% à l'industrie (dont plus de la moitié aux textiles, à la chimie, etc.).

A ces rythmes de développement il devrait être possible d'augmenter l'emploi de 1.600.000 unités (2,5% par an): il s'agirait d'un résultat positif, si l'on tient compte du chômage actuel qui est très élevé et du phénomène de l'émigration, qui

a été ces trois dernières années de l'ordre de 100.000 unités par an.

On s'attend également une forte augmentation de la productivité du travail et des salaires réels. En outre, l'amélioration et l'élargissement des systèmes de sécurité sociale et d'assurances devrait comporter une augmentation du niveau de l'épargne contractuelle. En ce qui concerne les utilisations du revenu national, on envisage une diminution de la propension à la consommation (y compris les subsides) de 0,864 en 1980 à 0,777 en 1984, avec une augmentation parallèle de la propension à l'épargne. Il sera évidemment nécessaire de réduire l'épargne négative du secteur public et améliorer la mobilisation de l'épargne privée afin d'atteindre l'objectif de réduire le financement étranger sur le total des investissements de 40% en moyenne dans la période 1975-79 à 30%.

Les objectifs du plan 1980-84 sont synthétiquement exposés aux Tableaux 16, 17 et 18.

TABLEAU 16

OBJECTIFS DU PLAN QUINQUENNAL 1980-84
(taux d'accroissement annuels aux prix 1979)

	1979/80	1980/81	1981/82	1982/83	1983/84
Agriculture	3,4	2,7	3,1	3,3	3,8
Industrie et mines	8,0	8,5	9,2	11,7	12,3
Pétrole et dérivés	37,5	13,4	13,4	11,9	11,5
Electricité	12,1	11,5	12,1	10,3	8,3
Constructions	15,7	7,1	8,7	11,7	13,0
Transports et communica- tions	11,0	11,0	11,3	11,8	12,4
Canal de Suez	25,5	50,1	7,0	7,1	7,4
Commerce et crédit	9,0	10,7	10,2	10,7	11,0
Bâtiment	9,6	10,8	12,0	12,4	14,0
Services	13,9	13,0	0,1	19,6	9,8
Output total	12,2	9,8	9,0	9,7	10,3
Valeur ajoutée au coût des facteurs	14,2	10,9	9,6	9,7	9,8
Produit National Brut	13,9	10,1	9,1	9,6	9,4

(Source: Egypt Investment Directory).

TABLEAU 17

OBJECTIFS DU PLAN QUINQUENNAL 1980-84:
UTILISATIONS DU REVENU NATIONAL
(en millions de LE, aux prix 1979)

	1979		1980	1981	1982	1983	1984	
	val. abs.	%	val. abs.	val. abs.	val. abs.	val. abs.	val. abs.	%
Consommation des ménages	8.572	68,6	9.407	10.110	10.925	11.805	12.805	62,5
Consommations publiques	2.060	16,5	2.390	2.700	2.985	3.270	3.580	17,5
Investissements bruts	2.720	21,8	3.450	3.710	4.040	4.525	5.030	24,5
Exportations	5.830	46,7	6.950	7.061	7.443	8.003	8.625	42,1
Importations	4.350	34,8	5.250	5.545	5.950	6.460	7.020	34,2
Revenu net des facteurs	625	5,0	685	661	640	683	687	3,4
Produit National Brut	12.497	100,0	14.232	15.665	17.097	18.740	20.497	100,0

(Source: Egypt Investment Directory).

TABLEAU 18

OBJECTIFS DU PLAN QUINQUENNAL 1980-84:
DISTRIBUTION SECTORIELLE DES INVESTISSEMENTS
(composition en pour cent)

Agriculture	18,0
Bâtiment - infrastructures	22,5
Transports et communications	20,8
Energie	9,0
Industrie	12,5
Secteur export.	9,2
Services sociaux	8,0
Total	100,0

(Source: Egypt Investment Directory).

Après avoir décrit dans ses traits essentiels le contenu du plan 1980/84, nous n'avons plus qu'à remarquer que ses possibilités de succès tiennent à la réalisation de certaines conditions ¹²:

— une gestion coordonnée de la politique des ressources matérielles et humaines du pays;

— l'amélioration qualitative et la sélection des projets d'investissement et le respect rigoureux des priorités établies;

¹² *Ibidem*, pag. 54.

— le développement de l'épargne nationale sans lequel il n'est possible ni de réduire les besoins d'aides étrangères ni d'utiliser efficacement celles qui ont déjà été décidées et promises;

— l'amélioration des capacités organisationnelles et managérielles, la décentralisation des décisions, l'introduction du « management by results »;

— l'afflux de ressources financières étrangères dans la mesure prévue, ne serait-ce qu'avec l'objectif d'une substitution progressive par des ressources internes.

7. Conclusions

Pour conclure ces notes d'introduction sur les principales caractéristiques de l'économie égyptienne, il est intéressant de mettre en relief de façon synthétique les principaux problèmes et les contradictions que le pays doit surmonter pour pouvoir augmenter son rythme de développement et sortir définitivement de sa situation de retard économique et social.

Tout d'abord, signalons que beaucoup de progrès ont été accomplis depuis 1973, surtout si l'on tient compte de la gravité de la situation précédente, qui se manifestent par un taux de développement plus élevé, par l'atténuation de certains déséquilibres structureaux et par l'acquisition d'une indéniable stabilité politique, économique et sociale. Dans le même temps, il est indubitable qu'il existe également une certaine fragilité à l'intérieur même du modèle de développement adopté, qui le conditionne dangereusement à toute une série de facteurs internes et externes difficiles à manoeuvrer et à contrôler.

L'économie égyptienne est avant tout, comme nous l'avons déjà dit, une typique économie de paix, fondée comme elle l'est en large mesure sur la marche de certains secteurs comme le pétrole, les remises des émigrés, le canal de Suez et l'agriculture (cette dernière bien moins que par le passé). Ce sont des secteurs qui dépendent tous de facteurs externes tels que le climat poli-

tique et social international, les rapports entre les pays arabes, la conjoncture économique des pays industrialisés, l'évolution des prix des matières premières et ainsi de suite.

Sur certains de ces secteurs il est bon de faire quelques considérations particulières. Par exemple, en ce qui concerne le pétrole, à moins qu'il n'y ait un improbable élargissement des gisements exploitables d'ici peu de temps, on risque que la consommation interne absorbe la production de plus en plus, d'autant plus que les prix sont nettement inférieurs aux coûts. Même en ce qui concerne les remises des émigrés, il y a toujours des incertitudes sur la politique monétaire des pays tiers, surtout arabes, en matière d'exportation des revenus de travail, sans compter que ce n'est certes pas un signe de développement qu'un pays soit obligé de fonder sa propre croissance sur l'exportation de forces de travail, entre autres généralement très qualifiées, dont la formation a demandé de considérables investissements. Le secteur agricole crée lui aussi de sérieuses préoccupations car il se montre de moins en moins capable de pourvoir aux besoins de la population et, en même temps, de contribuer aux exportations.

La poursuite de la voie entreprise dans ce secteur, comme dans les autres qu'indique le plan, dépend de la résolution de certains noeuds fondamentaux, qui sont les suivants:

a) le renforcement des infrastructures de tous genres, des routes aux communications (celui-ci surtout est un problème décisif si le pays veut devenir une place financière à l'échelon international) aux infrastructures sociales;

b) l'augmentation de l'emploi, aussi bien en ce qui concerne l'augmentation de la population active et du taux de salariés qu'en ce qui concerne le niveau de qualification, l'élimination des disparités de salaire entre les différents secteurs, et une amélioration du niveau des rétributions;

c) l'élévation du niveau des investissements et de leur financement intérieur;

d) le maintien d'un niveau suffisant d'investissements étrangers, autrement dit, le développement ultérieur de la politique de l'« open door » que nous allons analyser dans le détail dans les chapitres qui suivent;

e) le problème des subsides et des prix, lié au contrôle de l'inflation et à la politique de l'épargne: il s'agit certainement du noeud le plus complexe et le plus difficile que les autorités égyptiennes ont à résoudre.

Nous avons déjà dit que l'envergure de la dette publique est le premier obstacle à l'augmentation de la propension à l'épargne interne et donc à la réalisation de l'autosuffisance financière, ou du moins à une réduction plus rapide de la dépendance vis à vis des capitaux étrangers; en outre, nous avons déjà dit que les principaux responsables de la dette publique sont les subsides aux prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers. Sur ce point, l'alternative qui se présente aux Egyptiens est très radicale: il s'agit en effet de choisir entre un système qui masque l'inflation au détriment de l'épargne et des investissements et un autre qui laisserait les prix libres, mais créerait toute une série de graves problèmes sociaux car une bonne partie de la population ne disposerait pas, à l'état actuel des choses, de revenus suffisants pour garantir un niveau de vie minimum. La direction vers laquelle les autorités égyptiennes semblent se diriger, à la suite également de pressions sur le plan international, est celle de démolir progressivement les subsides de façon contrôlée, et, en même temps, de trouver des formes d'aide différentes pour la partie la plus pauvre de la population; on pense également de réduire le déficit en améliorant l'efficacité du système fiscal, en supprimant les exemptions et en accentuant la progressivité des taux de l'impôt.

De toute façon, il n'y a pas de doute que, quelle que soit la solution adoptée, les risques sont nombreux, même en ce qui concerne l'ordre public interne, avec des retombées sur tous les aspects de l'économie, y compris les aides et les investissements étrangers.

CHAPITRE DEUX

L'ÉVOLUTION DES AGREGATS MONÉTAIRES ET DE CRÉDIT

1. Offre de monnaie et liquidité interne.
2. La structure du système bancaire et de crédit.
3. Le secteur des banques commerciales: caractéristiques fonctionnelles.
4. Le marché mobilier et la bourse.
5. La formation et la mobilisation de l'épargne.
6. Conclusions.

1. Offre de monnaie et liquidité interne

Dans la seconde moitié des années soixante et jusqu'au début de la phase de la porte ouverte, l'accroissement de l'offre de monnaie a été plutôt contenu, 4,5% par an en moyenne, légèrement supérieur au taux d'accroissement de l'indice des prix. Il en a résulté une légère hausse du rapport entre offre de monnaie et revenu national, mais avec de fortes oscillations au cours de la période considérée: ce rapport a atteint 26,5% à la fin de 1971-72.

Une évolution de ce genre est commune, comme chacun sait, à tous les pays en voie de développement, où la hausse du rapport est souvent interprétée comme un indice de l'extension de la sphère monétaire de l'économie¹ et prend parfois des proportions considérables. L'ampleur modérée de ce phénomène en Egypte s'explique par la phase politico-économique particulière que traversait le pays et par la stagnation générale

¹ A. MAURI, *Il mercato del credito nei Paesi sottosviluppati*, Giuffrè, Milan 1966, pag. 13 et suiv.

TABLEAU I
OFFRE DE MONNAIE, LIQUIDITÉ INTERNE, CRÉDIT INTERNE
ET POSITION NETTE VIS À VIS DE L'ÉTRANGER, 1965-1980
(en millions de LE)

Années	Offre de monnaie		Liquidité interne		Crédit net interne		Position nette envers l'étranger val. abs.
	val. abs.	accr. en %	val. abs.	accr. en %	val. abs.	accr. en %	
1965	652,4	—	937,3	—	1.299,2	—	+ 10,6
1966	681,6	4,5	967,4	3,2	1.358,4	4,6	— 59,9
1967	705,4	3,5	1.021,5	5,6	1.444,6	6,3	— 68,3
1968	720,8	2,2	1.068,4	4,6	1.597,6	4,4	— 61,3
1969	746,0	3,5	1.143,8	7,1	1.577,3	4,6	— 79,3
1970	782,8	4,9	1.224,8	7,1	1.715,4	8,8	— 126,4
1971	846,2	8,1	1.286,1	5,0	1.898,7	10,7	— 196,3
1972	989,3	16,9	1.499,8	16,6	2.035,4	7,2	— 216,5
1973	1.204,8	21,8	1.829,6	22,0	2.195,9	7,9	— 96,8
1974	1.502,8	24,7	2.355,9	28,8	2.847,9	29,7	— 146,5
1975	1.862,6	23,9	2.565,8	8,9	3.939,4	38,3	— 1.049,4
1976	2.238,9	20,2	3.213,4	25,2	4.421,4	12,2	— 1.068,8
1977	2.942,9	31,4	4.265,5	32,7	5.194,2	17,5	— 808,3
1978 { (a)	3.527,9	19,9	5.289,2	24,0	6.262,1	20,6	— 694,3
(b)	3.547,2		5.368,3		7.892,1		— 2.063,6
1979	4.354,2	22,8	7.034,0	31,0	9.951,4	26,1	— 2.013,4
1980 (Juin)	5.008,4	15,0	8.261,9	17,5	10.648,9	7,0	— 1.241,1

(a) Au taux de change courant.

(b) Au taux de change unifié.

(Source: Central Bank of Egypt, *Annual Report*, différentes années; données traitées par nos soins).

qui lui avait fait suite; il faut cependant tenir compte que le niveau de monétisation et même de diffusion de moyens de paiement différents était déjà fort élevé par rapport à la grande majorité des autres pays².

La phase de la politique de la porte ouverte marque une augmentation très accentuée de l'offre de monnaie, à un taux annuel moyen de 23,5% (Tableau 1): en termes de revenu national on passe à 38-39%, même si les disponibilités accrues de moyens monétaires ont de plus en plus souvent alimenté l'inflation.

Pour comprendre les principaux motifs de l'accroissement de l'offre de monnaie il est intéressant d'analyser les données du Tableau 2.

TABLEAU 2
SOURCES DE L'OFFRE DE MONNAIE
(composition en pour cent)

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (Juin)
Secteur public	100,2	136,1	123,9	106,6	131,4	123,4	108,8
Secteur privé	16,7	17,4	13,7	15,1	15,1	18,1	20,1
Etranger	-10,2	-40,9	-33,3	-18,9	-38,3	-28,6	-15,0
Autres parties	-6,7	-12,6	-4,3	-2,8	-8,2	-12,9	-13,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(Source: Central Bank of Egypt).

Comme on peut le voir, la principale source de création est le secteur public (118,6% en moyenne) et, dans une mesure bien inférieure, le secteur privé, tandis que la composante étrangère agit constamment dans l'autre sens. Voilà encore un aspect typique que l'on rencontre dans les pays en

² S. BORTOLANI, *Central Banking in Africa*, Cassa di Risparmio delle Province Lombarde, Milan 1975, pag. 83 et suiv.

Naturellement, toutes ces considérations n'ont de valeur que si on peut faire un rapprochement entre des statistiques de pays différents, rédigées selon des critères différenciés et n'ayant pas toujours le même degré de fiabilité.

voie de développement et qui est inhérent à la difficulté de contrôler le déficit du budget de l'Etat et à son financement essentiellement bancaire, comme nous l'avons déjà souligné au chapitre précédent. Il est donc évident qu'il existe, outre le problème de contraction du déficit public, un problème de financement de ce dernier qui permette de classer des titres publics dans le secteur privé à travers un marché monétaire efficace.

Sio n fait un rapprochement entre les données des Tableaux 1 et 2, on peut noter que dans les années où l'accroissement d'offre de monnaie est moins élevé, cela dépend moins de la contraction du financement public que de l'augmentation de l'effet compensatoire de l'étranger.

A l'accroissement de l'offre de monnaie s'est ajouté celui de la liquidité globale du système: dans les années avant la phase de la porte ouverte, l'expansion a été plus rapide chez la seconde que chez la première (1% en moyenne de plus par an) et dans la phase suivante, également, l'écart des taux d'accroissement se maintient en moyenne autour de 1,2% avec de fortes oscillations. Cette allure est confirmée par les données du Tableau 3, sur la composition de l'offre de monnaie et de la liquidité interne.

TABLEAU 3
LIQUIDITÉ TOTALE INTERNE
(composition en pour cent)

	1975	1976	1977	1978 au taux de change officiel unifié		1979	1980 Juin
Billets et pièces	45,1	43,2	40,3	40,8	40,2	37,7	36,5
Dépôts à vue:	27,5	26,5	28,0	25,4	25,4	24,2	24,1
— Entreprises publiques	11,7	9,5	9,6	8,5	8,5	10,0	10,6
— Sociétés privées et autres	15,8	17,0	18,4	16,9	16,9	14,2	13,5
Quasi-monnaie:	27,4	30,3	31,0	33,3	33,9	38,1	39,4
— Entreprises publiques	9,6	10,6	11,9	11,1	12,0	11,5	11,1
— Sociétés privées et autres	12,5	15,0	15,3	19,1	18,9	23,9	26,0
— Dépôts postaux	5,3	4,7	3,8	3,1	3,0	2,7	2,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(Source: Central Bank of Egypt, *Annual Report*, données traitées par nos soins).

On voit avant tout la perte d'importance de l'offre de monnaie en sens strict, et surtout du poste billets et pièces de monnaie, à laquelle correspond une forte augmentation de la quasi-monnaie, surtout des dépôts à terme provenant du secteur privé. Ce phénomène est, lui aussi, caractéristique des pays arriérés, où il se manifeste dès que l'achèvement de l'oeuvre de monétisation de l'économie et les succès croissants des efforts de mobilisation de l'épargne vers le secteur des banques commencent à donner lieu à une poussée vers la diversification des portefeuilles financiers, spécialement privés.

En ce qui concerne l'Egypte, ce processus est beaucoup plus avancé que dans d'autres pays et, ces dernières années, il a subi une accélération considérable en raison de la politique de rémunération des dépôts, adoptée, comme nous allons le voir, par les autorités monétaires, et en raison aussi de la croissance des dépôts en devises, surtout dans le secteur des banques à participation étrangère. Les dépôts à vue manifestent par contre une tendance à la baisse, moindre cependant que celle de la circulation monétaire, avec la hausse qui s'ensuit du multiplicateur effectif des dépôts. Cependant, l'évolution des dépôts à vue est très oscillante: pour ceux du secteur privé, l'inflation arrête souvent leur diminution et en augmente la composante due à des motifs précautionnels, tandis que ceux des entreprises publiques reflètent l'ensemble de la situation économique.

Si l'on passe ensuite à l'analyse du crédit net interne (Tableau 1), on peut voir qu'il s'est développé d'abord à des taux supérieurs à ceux de l'offre de monnaie et de la liquidité, tandis que par la suite l'allure devient discontinue: croissance plus contenue jusqu'en 1973, très forte augmentation jusqu'en 1975, ralentissement jusqu'en 1977 qui s'accompagne d'une augmentation de l'offre de monnaie, allures plus accélérées en 1979-80. Au cours de toutes ces années il y a eu des tentatives fréquentes d'en contrôler la formation, dans le cadre des plans de développement adoptés les uns après les autres. Mais dans

ce secteur justement, la faiblesse des processus de planification s'est manifestée dans toute son étendue: au cours des premières années, elle a été déterminée par l'exigence de financer l'effort de guerre et par la suite, par celle de continuer à soutenir l'échafaudage bureaucratique-assistanciel de l'Etat.

En ce qui concerne la composition de l'ensemble du crédit interne (Tableau 4), on peut voir que l'administration publique maintient essentiellement sa position, malgré le fléchissement de 1976-78, tandis qu'il y a une tendance à l'accroissement du secteur privé, dûe probablement à l'efficacité des mesures introduites pour attirer des capitaux étrangers dans le pays (loi 43).

TABLEAU 4
CRÉDIT NET INTERNE
(composition en pour cent)

	1975	1976	1977	1978 au taux de change officiel unifié	1979	1980 (juin)
Gouvernement	72,3	71,1	66,4	67,8	74,4	72,8
Entreprises publiques	16,4	19,3	21,1	19,3	15,3	11,6
<i>Total</i>	88,7	90,4	87,5	87,1	89,7	84,4
Secteur privé	5,8	5,5	8,4	9,1	7,3	12,3
Coopératives	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,2
Banques spécialisées	5,4	3,9	4,0	3,7	2,9	3,1
<i>Total</i>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(Source: Central Bank of Egypt, *Annual Report*, données traitées par nos soins).

Pour conclure cette analyse synthétique des caractéristiques de l'offre de monnaie et de sa formation, il nous reste à analyser l'apport de la composante étrangère, qui, depuis 1966 a rempli sans interruption une fonction déflationniste (Tableau 1), bien que, jusqu'en 1974, pour des montants plutôt modestes par rapport au revenu national (de 2 à 4% environ), tandis

qu'à partir de 1975 le rôle de cette composante prend une importance croissante, en raison de l'ouverture de l'économie égyptienne et de l'afflux de financements de l'étranger qui a stimulé la croissance des importations. Comme on peut le voir au Tableau 5, c'est surtout la Banque Centrale qui a eu une position déficitaire, tandis que le système bancaire a presque constamment une position créditrice, aussi bien en ce qui concerne les banques nationales que celles qui avaient été créées dans le cadre de la loi sur les investissements étrangers.

2. La structure du système bancaire et de crédit

Le système bancaire et de crédit égyptien, qui résulte d'un processus complexe de transformation que nous allons illustrer dans les chapitres suivants, est représenté par la Banque centrale, le secteur des banques commerciales publiques et privées, par les banques d'investissement et par des banques spécialisées.

Si l'on laisse de côté les banques à participation étrangère, les succursales, les banques « free zone », « off shore » et les bureaux de représentation, dont nous parlerons par la suite, il est intéressant de faire une brève description des buts et des activités des différents établissements énumérés au Tableau 6.

a) *Central Bank of Egypt*

La Central Bank of Egypt commença son activité dans sa forme actuelle en 1961 lorsqu'elle se scinda de la National Bank of Egypt, avec un capital de 3 millions de LE et les actifs et les passifs relatifs aux émissions monétaires et aux autres fonctions de banque centrale, que remplissait précédemment la National Bank of Egypt, pour un total de 223 millions de LE. A partir de 1961, la Central Bank of Egypt a rempli les principales fonctions d'une banque centrale: émission, banque d'Etat, banque des banques, gestion des réserves de devises. Le

TABLEAU 5
POSITION NETTE DU SYSTÈME BANCAIRE VIS À VIS DE L'ÉTRANGER
(en millions de LE)

	1974	1975	1976	1977	1978 au taux de change officiel unifié	1979	1980 Jun
ACTIFS:							
— Central Bank of Egypt	200,5	265,4	251,4	344,5	432,7	590,3	1.154,1
— Banques commerciales	407,9	495,1	769,1	1.333,0	1.568,4	1.729,9	2.292,5
<i>Total</i>	608,4	760,5	1.020,5	1.677,5	2.001,1	2.320,2	3.446,6
PASSIFS:							
— Position nette vis à vis du F.M.I.	31,3	33,2	80,1	115,9	142,2	142,2	191,2
— Central Bank of Egypt	406,5	1.076,3	1.241,6	1.744,6	1.958,5	3.486,4	3.571,4
— Banques commerciales	379,5	700,4	767,6	625,3	594,7	760,2	925,1
<i>Total</i>	817,3	1.809,9	2.089,3	2.485,8	2.695,4	4.390,8	4.687,7
<i>Solde</i>	-208,9	-1.049,4	-1.068,8	-808,3	-694,3	-2.070,6	-1.241,1
dont:							
Banques commerciales	+ 28,4	- 205,3	+ 1,5	+ 707,7	+ 973,7	+ 969,7	+ 1.061,7
							+ 1.307,4

(Source: Central Bank of Egypt, *Annual Report*, données traitées par nos soins).

TABLEAU 6

STRUCTURE DU SYSTÈME DE CRÉDIT ÉGYPTIEN
(au 30.6.1980)

	Nombre	Dénomination
1. <i>Banque centrale</i>	1	Central Bank of Egypt
2. <i>Banques commerciales</i>		
a) Publiques	4	National Bank of Egypt Misr Bank Bank of Alexandria Banque du Caire
b) Privées		
— à participation étrangère	10	(voir plus loin)
— à capital égyptien	5	(voir plus loin)
3. <i>Banques non commerciales</i>		
a) publiques		
— Crédit foncier	2	Arab Land Bank Crédit Foncier Egyptien
— Crédit industriel	1	Industrial Development Bank
— Crédit agricole	1	Principal bank for Deve- lopment and Agricul-tu ral Credit
b) Banques d'investissements et d'affaires		
— à participation étrangère	7	(voir plus loin)
— succursales de banques étrangères	18	(voir plus loin)
4. <i>Banques a statut special</i>	1	(Nasser Social Bank)
5. <i>Banques zones franches</i>	1	Manufacturers Hanover
6. <i>Banques « off shore »</i>	2	Arab International Bank Arab African International Bank
7. <i>Bureaux de representation banques etran- geres</i>	34	(voir plus loin)

(Source: Central Bank of Egypt).

statut de 1976, qui a remplacé celui de 1961³, précise et élargit ces fonctions: outre les tâches traditionnelles, la Banque élargit sa fonction de contrôle de la structure et des fonctions du système bancaire avec des garanties d'indépendance vis-à-vis de l'Autorité gouvernementale; en outre, sous le profil juridique, il y a une transformation de la société par actions (publique) en établissement public doué d'autonomie juridique, administrative et financière; le capital passe à 5 millions de LE. Soulignons parmi les fonctions de la banque centrale la planification dans le secteur des devises, la stipulation d'emprunts étrangers, la politique monétaire interne, pour laquelle on lui garantit tous les principaux instruments de contrôle existants: discipline des taux actifs et passifs, réescompte d'effets et avances sur titres, contingentements, opérations de marché ouvert, détermination d'obligations de réserve et de coefficients de liquidité, et ainsi de suite.

b) Les banques commerciales du secteur public

Depuis 1971, les banques commerciales du secteur public sont au nombre de quatre: National Bank of Egypt, Bank of Alexandria, Banque du Caire, Misr Bank. Auparavant, à partir de 1961, le secteur public avait absorbé toutes les banques étrangères et privées existant dans le pays. A partir de 1964, les cinq banques existantes (les précédentes plus la Bank of Port Saïd) s'organisèrent sur la base d'une rigide spécialisation sectorielle qui entraîna l'élimination de toute forme de concurrence et à la répartition entre elles, des entreprises existant en Egypte. Cette spécialisation subit une évolution fonctionnelle dans les années 1962/64: ce fut le prélude du retour à la concurrence, qui fut réalisé au moment de l'avènement de la phase de la porte ouverte.

La plus ancienne des banques publiques est la National Bank of Egypt, qui fut créée en 1897 en tant qu'institut

³ Comparer le décret présidentiel n. 475, 9-4-1961 et la loi n. 120, 1975.

d'émission, mais qui recouvrit progressivement toutes les fonctions des banques commerciales⁴ jusqu'à ce que, en 1961, elle devint exclusivement une banque commerciale. En 1972, la spécialisation fonctionnelle assigna à la NBE le secteur du commerce extérieur, ce qui fit augmenter considérablement ses actifs; tout aussi considérable a été le développement de ses passifs, moyennant des instruments différenciés de collecte qui ont permis, grâce aux 108 filiales dont dispose la banque, une mobilisation efficace de l'épargne privée. Actuellement, la NBE est la première banque d'Egypte, tant sous le profil du total de bilan que sous celui des dépôts et des crédits, même si la concurrence des autres banques est devenue plus menaçante (Tableau 7).

La Misr Bank fut instituée en 1920 et fut la première banque entièrement égyptienne. Dès l'origine, elle se donna pour objectif, outre les fonctions normales des banques commerciales, de promouvoir le développement industriel du pays, en prenant des participations directes au capital des entreprises. Son capital est actuellement de 7 millions de LE et son articulation territoriale est de 229 unités. En termes de bilan c'est la deuxième banque d'Egypte: particulièrement importante est sa collecte, tandis que le développement des prêts est très net.

La troisième banque en importance est la Banque du Caire: née en 1952, elle possède actuellement un capital de 7 millions de LE et 86 guichets: c'est la banque qui a le plus élargi sa tranche de marché de 1973 à 1979, surtout en ce qui concerne les dépôts.

La Bank of Alexandria, enfin, instituée en 1957 pour absorber les filiales de la Barclays Bank, elle a incorporé deux autres banques en 1967 et, temporairement, l'Industrial Bank en 1972. Elle aussi a un capital de 7 millions de LE et une articulation territoriale de 80 guichets. Sa tranche de marché

⁴ *National Bank of Egypt, 75th Anniversary, 1898-1973*, Le Caire, 1974.

semble s'être réduite de 1973 à 1977, après la scission d'avec l'Industrial Bank, mais elle a remonté ces trois dernières années.

TABLEAU 7
BANQUES COMMERCIALES DU SECTEUR PUBLIC
(au 31 décembre - en pour cent)

		National Bank of Egypt	Misr Bank	Banque du Caire	Bank of Alexandria	Total
Total bilan	1973 . . .	46,2	22,9	13,9	17,0	100,0
	1977 . . .	42,3	21,9	23,3	12,5	100,0
	1979 . . .	38,6	25,9	20,2	15,3	100,0
Dépôts	1973 . . .	29,2	31,3	18,0	21,7	100,0
	1977 . . .	21,5	29,5	32,2	16,8	100,0
	1979 . . .	28,9	28,8	23,3	19,0	100,0
Prêts	1973 . . .	50,9	18,9	13,7	16,5	100,0
	1977 . . .	50,8	19,4	16,7	13,1	100,0
	1979 . . .	44,7	24,7	16,8	13,8	100,0

(Source: Bilans annuels, données traitées par nos soins).

c) Etablissements de crédit spécial

Les établissements de crédit spécial concernent le crédit foncier, le crédit industriel et le crédit agricole.

Le crédit foncier est exercé par la Arab Land Bank et par le Crédit Foncier Egyptien: la première, née en 1958, est spécialisée dans l'octroi de prêts hypothécaires sur des terrains agricoles; le second, dont les origines remontent à 1880, accorde des crédits analogues sur des immeubles en général et finance également le secteur public dans le domaine de la construction, des travaux publics et des services. L'Arab Land Bank a un capital de 4 millions de LE et le Crédit foncier, de 10 millions: l'ensemble des emplois bancaires totalisait environ 100 millions de LE fin 1979, dont un peu plus d'un tiers concernait l'Arab Land Bank; la durée des crédits est comprise entre 5 et 20 ans. Les ressources de ces deux établissements

viennent principalement de financements des banques commerciales et du classement de titres émis sur le marché.

Le crédit industriel est exercé par l'Industrial Development Bank, instituée par décret ministériel n. 65 de 1975, sous le nom d'Industrial Bank, en scindant de la Bank of Alexandria la section qui s'occupait de ce type de financement. Le but en était de promouvoir le développement du secteur industriel, surtout de l'industrie privée et coopérative. Son activité commença en août 1976: le capital était au début de 4 millions de LE souscrit par la Central Bank of Egypt, pour être porté par la suite à 15 millions. La banque peut prendre des participations à caractère financier, elle peut accorder des prêts à court terme, jusqu'à douze mois, pour financer des opérations courantes et des financements à long terme jusqu'à 15 ans, assistés par des garanties réelles; elle peut également fournir des matières premières et des équipements sur garanties réelles ou personnelles. A la fin de 1979 les prêts accordés par l'Industrial Development Bank s'élevaient à près de 150 millions de LE, tandis qu'elle avait pris une participation à 26% chez la Misr America International Bank.

Le crédit agricole enfin, est exercé par la Principal Bank for Development and Agricultural Credit, instituée dans sa forme actuelle en 1976. Les premières expériences dans ce secteur, cependant, remontaient à 1921⁵, avec la création de l'Agricultural Credit Bank qui avait pour but d'octroyer des crédits à court, moyen et long terme. Bien que l'objectif fût d'assurer des ressources financières aux coopératives et aux petits exploitants, ce furent de fait les grands propriétaires à en bénéficier, en s'organisant en sociétés coopératives. C'est pourquoi en 1948 l'Agricultural Credit Bank fut transformée en Agricultural and Cooperative Credit Bank et son activité subit de profondes transformations, surtout à partir de la

⁵ *Banking structures and sources of finance in the Middle East*, second edition, The Financial Times Business Publishing Ltd, Londres 1980, pag. 174 et suiv.

réforme agraire de 1952. Le crédit était ainsi réservé exclusivement aux coopératives et aux petits exploitants. En 1964, la banque subit encore une transformation: elle prit le nom de Organisation for Agricultural and Cooperative Credit, constituée par un réseau de banques provinciales. En 1976, enfin, naquit la Principal Bank for Development and Agricultural Credit, ayant son siège au Caire, à laquelle sont retachées 17 banques régionales ayant un vaste réseau de guichets (dont 127 dans des villes et 700 dans des villages), appelées « banques de village » et ayant le but de promouvoir le développement de l'agriculture et de stimuler la formation de l'épargne dans les campagnes. La collecte est encore représentée en majeure partie par des financements venant du système bancaire et, en moindre mesure, mais avec une allure croissante, par les dépôts des coopératives; les prêts sont accordés à des conditions très favorables, à des taux entre 3 et 5%.

d) *Banques à statut spécial: la Nasser Social Bank*

Instituée en 1971, la Nasser Social Bank a commencé son activité en juillet 1972, à l'occasion du vingtième anniversaire de la révolution. Son but institutionnel est de fournir des services d'une certaine importance sociale à certaines catégories de citoyens⁶. Il s'agit d'un établissement à caractère public, sans obligation d'enregistrement et en dehors du contrôle de la Banque centrale. Les sources de provision sont représentées par des allocations de l'Etat, par des donations et par des dépôts. Les crédits sont octroyés dans le respect des dispositions du Coran, sans demander de taux d'intérêt⁷, à certaines catégories seulement, comme par exemple des étudiants, des pèlerins, des particuliers dans le besoin. Les emplois de type social

⁶ *Ibidem*, pag. 177 et suiv.

⁷ Sur ce thème, voir plus loin dans les détails les considérations sur la Feisal Islamic Bank, qui se fonde sur les mêmes principes.

sont en outre représentés par l'introduction de systèmes de pensions et d'assurances à des citoyens non garantis par la législation existante.

Fin 1978, le bilan de la Nasser Social Bank était de 164 millions de LE: les crédits à fins sociales et productives s'élevaient à 33,5 millions, les investissements à 17 millions.

3. Le secteur des banques commerciales: caractéristiques fonctionnelles

L'évolution du bilan consolidé du système des banques commerciales apparaît aux Tableaux 8 et 9. Comme on peut le voir, durant les années allant de 1965 à 1980 le volume des actifs et des passifs des banques commerciales a décuplé. On peut cependant déceler deux phases bien distinctes: dans la première, qui va de 1965 à 1973, les taux de croissance sont plus contenus (8,2% en moyenne, équivalant au taux d'accroissement moyen de l'offre de monnaie) tandis que dans la seconde, le taux moyen était de 29,6% (supérieur d'un point à celui de l'offre de monnaie). En termes de revenu national, on passe de 38% au début à 75% actuellement, ce qui confirme l'accroissement d'importance des banques non seulement en termes nominaux, mais aussi réels.

Même sous le profil de l'actif et du passif on peut distinguer deux phases bien distinctes. En ce qui concerne le passif, la source principale est représentée par les dépôts, dont l'importance baisse cependant de 55,5% en moyenne dans la période 1965-73, à 48,6% en 1974-80, avec une tendance à remonter dans les dernières années. On note également des transformations intéressantes dans la composition (Tableau 10): les dépôts en compte courant sont progressivement remplacés par les dépôts à terme et d'épargne, et cela se manifeste surtout de 1974 à 1979, comme conséquence directe de la politique des taux adoptée par la Banque centrale; en outre, les dépôts publics

TABLEAU 8
BANQUES COMMERCIALES: BILAN CONSOLIDÉ
(au 31.12 - en millions de LE)

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (juin)
ACTIFS:																
Caisse, comptes à la CBE, et autres actifs liquides	156,0	131,6	178,8	181,8	180,6	249,3	158,6	210,7	298,9	424,3	438,9	397,9	426,2	614,9	990,0	1.439,0
Investissements et titres	124,3	122,9	112,5	112,4	121,0	92,8	137,2	126,4	116,8	78,8	81,2	160,2	280,9	516,7	585,9	616,2
Comptes interbancaires																
dont:	140,3	107,5	124,7	154,2	196,0	164,8	162,1	185,2	297,3	686,7	826,7	1.136,7	1.675,6	1.951,8	2.261,9	2.682,9
— en Egypte	86,4	63,4	81,3	112,1	149,4	120,6	122,8	127,2	136,6	281,0	339,2	227,5	204,1	319,6	540,5	595,9
— à l'étranger	53,9	44,1	43,4	42,1	46,6	44,2	39,3	58,0	160,7	405,7	487,5	909,2	1.471,6	1.632,2	1.721,4	2.087,0
Prêts	491,0	506,8	647,2	678,8	736,1	857,2	926,2	977,0	984,9	1.399,5	2.138,7	2.592,2	3.043,2	3.619,8	4.302,7	4.927,0
Autres actifs	60,5	48,2	56,1	58,3	54,0	66,6	75,8	105,0	119,1	97,9	107,1	155,6	230,3	330,0	330,5	432,6
Total	972,1	977,0	1.119,3	1.185,5	1.287,7	1.430,7	1.459,9	1.604,3	1.817,0	2.687,2	3.592,6	4.442,6	5.656,2	7.033,2	8.471,0	10.116,7
PASSIFS:																
Capital et réserve	64,0	69,1	76,5	89,0	85,0	97,7	109,1	128,1	121,5	171,4	213,0	273,0	358,2	469,7	770,8	811,2
Comptes interbancaires																
dont:	91,7	88,3	67,6	85,4	101,9	81,9	89,4	86,0	132,9	418,5	792,7	761,3	688,8	875,8	1.147,5	1.276,1
— en Egypte	51,1	36,3	36,5	36,1	50,3	27,3	34,7	21,4	33,9	86,7	153,6	55,0	135,9	244,0	408,1	522,0
— à l'étranger	40,6	52,0	31,1	49,3	51,6	54,6	54,7	64,6	99,0	331,8	639,1	706,3	552,9	631,8	739,4	754,1
Prêts de la CBE	161,4	182,0	277,4	276,0	310,0	405,0	373,0	373,0	383,0	562,0	745,0	1.080,5	1.487,1	1.537,9	1.033,0	1.047,0
Dépôts	582,0	575,3	609,1	661,0	693,0	755,5	793,2	897,0	973,1	1.243,2	1.582,3	1.922,3	2.543,7	3.287,6	4.731,1	5.978,8
Autres passifs	73,0	62,3	68,7	74,1	97,8	90,6	95,2	120,2	206,5	293,1	259,6	405,5	578,4	862,2	788,6	1.002,6
Total	972,1	977,0	1.119,3	1.185,5	1.287,7	1.430,7	1.459,9	1.604,3	1.817,0	2.687,2	3.592,6	4.442,6	5.656,2	7.033,2	8.471,0	10.116,7
Comptes d'ordre	380,7	404,4	408,7	388,2	595,3	651,6	735,6	1.009,8	1.633,4	2.265,7	2.432,7	2.840,0	3.015,0	4.441,4	5.738,9	6.154,5

(Source: Central Bank of Egypt, *Economic Review*, plusieurs années).

TABLEAU 9
BANQUES COMMERCIALES: BILAN CONSOLIDÉ
(composition en pour cent)

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (juin)
ACTIFS:																
Caisse, comptes à la CBE et autres actifs liquides	16,1	13,5	16,0	15,3	14,0	17,4	10,9	13,1	16,4	15,8	12,2	9,0	7,5	8,7	11,7	14,2
Investissements et titres	12,8	12,6	10,1	9,5	9,4	6,5	9,4	7,9	6,4	2,9	2,3	3,6	5,0	7,3	6,9	6,1
Comptes interbancaires dont:	14,4	11,0	11,1	13,0	15,2	11,5	11,1	11,5	16,4	25,6	23,0	25,6	29,6	27,8	26,7	26,5
— en Egypte	8,9	6,5	7,2	9,5	11,6	8,4	8,4	7,9	7,5	10,5	9,4	5,1	3,6	4,6	6,4	5,9
— à l'étranger	5,5	4,5	3,9	3,5	3,6	3,1	2,7	3,6	8,9	15,1	13,6	20,5	26,0	23,2	20,3	20,6
Prêts	50,5	58,0	57,8	57,3	57,2	59,9	63,4	60,9	54,2	52,1	59,5	58,3	53,8	51,5	50,8	48,7
Autres actifs	6,2	4,9	5,0	4,9	4,2	4,7	5,2	6,6	6,6	3,6	3,0	3,5	4,1	4,7	3,9	4,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
PASSIFS:																
Capitaux et Réserves	6,6	7,1	6,9	7,5	6,6	6,8	7,5	8,0	6,7	6,4	5,9	6,2	6,3	6,7	9,1	8,0
Comptes interbancaires dont:	9,4	9,0	7,8	7,2	7,9	5,7	6,1	5,4	7,3	15,6	22,1	17,1	12,4	12,4	13,5	12,6
— en Egypte	5,2	3,7	3,3	3,0	3,9	1,9	2,4	1,3	1,9	3,2	4,3	1,2	2,4	3,5	4,8	5,1
— à l'étranger	4,2	5,3	4,5	4,2	4,0	3,8	3,7	4,1	5,4	12,4	17,8	15,9	9,8	8,9	8,7	7,5
Prêts de la CBE	16,6	18,6	24,8	23,3	24,1	28,3	25,6	23,2	21,1	20,9	20,7	24,3	20,3	21,9	12,2	10,3
Dépôts	59,9	58,9	54,4	53,8	53,8	52,8	54,3	55,9	53,5	46,2	44,1	43,3	45,0	46,7	55,9	59,2
Autres passifs	7,5	6,4	6,1	6,2	7,6	6,4	6,5	7,5	11,4	10,9	7,2	9,1	10,2	12,3	9,3	9,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Accroissement % bilan	0,5	14,6	5,9	8,6	11,1	2,0	9,9	13,3	47,9	33,7	23,7	27,3	24,3	20,4	19,4	
Comptes d'ordre/tot bilan %	39,2	41,4	36,5	32,7	46,2	45,5	50,4	62,9	89,9	84,3	67,7	63,9	53,3	63,1	67,7	60,8
Rapport de réserve %	18,5	21,5	25,8	23,9	26,6	37,3	15,8	16,1	20,8	20,5	13,7	11,7	11,6	16,3	17,2	25,6
Rapport de liquidité %	48,6	41,6	46,9	48,7	51,5	50,8	41,0	39,9	50,1	58,5	48,1	54,4	62,1	74,1	56,8	60,1

(Source: Tableau 8, données traitées par nos soins.)

TABLEAU 10

DÉPÔTS DES BANQUES COMMERCIALES
(composition en pour cent)

Années	Dép. c/c	Dép. à terme et d'épargne	Total	Dép. publ. et semi-publ. sur le tot. dép. c/c %	Dép. publ. et semi-publ. sur le tot. dép. terme et d'épargne %
1965	45,9	54,1	100,0	13,6	25,4
1966	51,2	48,8	100,0	10,7	16,7
1967	51,4	48,6	100,0	11,8	16,1
1968	51,5	48,5	100,0	11,1	14,5
1969	47,7	52,3	100,0	8,3	14,8
1970	46,8	53,2	100,0	11,1	14,0
1971	48,5	51,5	100,0	9,6	21,1
1972	52,7	47,3	100,0	8,5	19,7
1973	54,0	46,0	100,0	5,5	12,3
1974	54,6	45,4	100,0	9,4	12,6
1975	51,8	48,2	100,0	9,3	11,3
1976	46,8	53,2	100,0	6,9	10,8
1977	43,9	56,1	100,0	6,8	12,3
1978	40,0	60,0	100,0	12,2	9,5
1979	38,8	61,2	100,0	15,6	9,3
1980 (Juin) . .	37,3	62,7	100,0	27,0	8,1

(Source: Central bank of Egypt, *Economic Review*, plusieurs années; données traitées par nos soins).

et semi-publics ont une incidence décidément décroissante, tout en montrant des fluctuations très prononcées. Jusqu'en 1977 ces derniers se sont orientés de préférence vers les dépôts à terme, tandis qu'en 1978-79 on a vu augmenter la tranche sur les dépôts à vue, à la suite d'un changement de préférences de la part du secteur privé dû à la variation des taux d'intérêt.

Le deuxième poste de l'actif, en ordre d'importance, est représenté par les financements de la Banque centrale, sous forme d'escomptes et d'avances sur titres: bien que son importance se soit réduite ces dernières années, le système bancaire égyptien semble encore fortement lié à sa banque centrale, ce qui entretient un degré d'efficacité considérable aux instruments traditionnels de contrôle du crédit.

La troisième source, enfin, dont l'importance a continué à augmenter dans les années de la politique de la porte ouverte, est représentée par les autres banques et en particulier par les banques étrangères, qui passent de 4,4% en moyenne sur le total de la période 1965-73, à 11,6% en 1974-80⁸; stables dans leur ensemble apparaissent les moyens propres, avec quelques fléchissements dans les premières années de l'« open door »; évidemment, la création de nombreux établissements à participation étrangère n'a pas favorisé l'amélioration du degré de capitalisation des banques égyptiennes.

Sous le profil de l'actif, l'aspect le plus significatif est le fléchissement des prêts, qui passent de 56,6% en moyenne sur le total 1965-73, à 53,5% dans la période suivante. On rencontre des fléchissements analogues dans les actifs liquides et dans les investissements; tandis que le seul poste qui voit augmenter sa tranche de façon considérable est représenté par les emplois auprès d'autres banques (de 12,8 à 26,4% en moyenne dans les mêmes périodes) et surtout auprès des banques étrangères, dont la tranche augmente quatre fois et demi. Notons donc, si l'on met en relation ce que nous avons dit avec le poste correspondant du passif, que le solde des comptes ouverts avec des banques extérieures à l'Egypte est largement actif et absorbe la quasi-totalité du correspondant actif de la position nette vis-à-vis de l'étranger que nous avons signalée plus haut comme l'un des traits caractéristiques de la situation égyptienne. Nous allons voir par la suite que ce comportement dépend de celui des banques étrangères. Ce qui nous intéresse ici c'est de signaler que l'augmentation de l'actif est en grande partie une contrepartie des dépôts effectués par les travailleurs égyptiens à l'étranger, de même que l'effet d'investissements effectués sur les marchés internationaux.

⁸ Depuis 1974, cependant, il y a eu également des changements dans la méthodologie statistique adoptée, qui agissent sur le poste « comptes inter-bancaires ».

Une dernière considération enfin, concerne le volume des comptes d'ordre qui, pour la plupart, sont inhérents à des opérations de commerce avec l'étranger et représentent de ce fait un indice de l'implication des banques dans ce secteur: indéniablement, la politique de la porte ouverte a donné un essor à ce genre d'opérations, si bien que leur importance sur le total du bilan monte de 44,3% dans la période 1965-72 à 68,8% en 1973-80.

4. Le marché immobilier et la bourse

Le marché monétaire égyptien est d'origine relativement récente: on peut en effet le faire remonter à la deuxième guerre mondiale, alors que, à la suite des difficultés d'écoulement de la production de coton sur le marché international, on émit un emprunt de 3 millions de LE en Bons du Trésor à trois mois. Les émissions continuèrent les années suivantes, jusqu'à atteindre 12 millions de LE en 1945-46⁹. En 1955, les différentes émissions furent consolidées en une seule et le Ministère des Finances fut autorisé à mettre en circulation des Bons du Trésor jusqu'à 150 millions de LE, ultérieurement extensibles à 200, non plus seulement pour financer la campagne du coton, mais aussi pour pallier à des difficultés plus générales du déficit public. La limite des émissions fut remontée plusieurs fois: une loi de 1971 la fixa à 7 millions de LE et de nouvelles augmentations furent autorisées par la suite. Les Bons du Trésor représentent encore une des principales sources de financement du déficit de l'Etat; à partir de 1973, cependant, les banques commerciales n'ont plus souscrit ces émissions, qui sont actuellement classées entièrement dans le portefeuille de la Banque centrale.

⁹ *National Bank of Egypt, 75th Anniversary*, ouv. cit., pag. 3-4.

TABLEAU 11

BONS DU TRÉSOR ET AUTRES TITRES PUBLICS
DANS LE PORTEFEUILLE DE LA CENTRAL BANK OF EGYPT
(fin décembre - en millions de LE)

Années	Bons du Trésor et autres bons		Titres publics, garant. par l'Etat, autres		Total
	p. rapp. circ.	investiss.	p. rapp. circ.	investiss.	
1965	279,9	29,9	126,5	7,2	443,5
1966	296,9	36,8	126,5	7,2	467,4
1967	316,6	12,8	106,8	26,9	463,1
1968	341,6	7,6	106,8	6,9	462,9
1969	369,6	5,6	106,8	9,1	491,1
1970	367,2	8,3	141,9	11,3	528,7
1971	439,2	37,3	108,9	8,8	594,2
1972	528,2	34,3	98,9	20,8	682,8
1973	655,7	35,5	118,4	15,2	824,8
1974	813,4	22,8	157,5	25,3	1.019,0
1975	933,7	46,4	238,2	34,1	1.252,4
1976	871,6	203,4	534,3	67,4	1.676,7
1977	1.222,7	103,3	554,2	115,1	1.995,3
1978	1.615,5	39,4	615,4	77,7	2.348,0
1979	2.112,7	734,3	594,7	146,0	3.587,7
1980 (Juin) . .	2.461,7	835,3	594,7	156,7	4.048,4

(Source: Central Bank of Egypt, *Economic Review et Annual Report*, plusieurs années).

Beaucoup plus articulée et intéressante est l'histoire de cet important segment du marché mobilier qu'est la bourse¹⁰. Ses origines remontent à 1883, même si ce n'est qu'en 1909 que les Autorités égyptiennes en ont réglementé l'activité; le fonctionnement de la bourse reprit après l'interruption de la première guerre mondiale et, en 1933, elle reçut une nouvelle réglementation, ultérieurement modifiée en 1940.

En 1957 et en 1959, avec les lois n. 161 et n. 2, on posa les bases pour la reprise du marché boursier. On augmenta entre autres la possibilité de distribuer des profits dans un certain pourcentage du capital social, qui était auparavant plutôt restreint: le volume des échanges augmenta entre 1959 et 1960 d'envi-

¹⁰ *Stock Exchange Market*, dans *Central Bank of Egypt, Economic Review*, 1978, n. 1, pag. 1 et suiv.

ron 15%, et atteignit aux prix du marché 72,3 millions de LE, même si les cours montraient une tendance à la diminution.

En 1961, les bourses du Caire et d'Alexandrie furent fermées à la suite des lois de nationalisation de l'économie et, à leur réouverture, le volume des opérations subit une réduction draconienne (7,9 millions de LE). La phase de stagnation se prolongea durant les années suivantes malgré certaines mesures prises en 1964, par lesquelles on tentait de faire soutenir le marché par le système bancaire. Les opérations touchèrent des valeurs minimales en 1970-71 (Tableau 12) à la suite de la réduction des marges consenties de distribution des profits.

TABLEAU 12

BOURSE DES VALEURS DU CAIRE

Années	Opérations totales		Incidences titres publics (%)	
	cours du marché (en millions de LE)	Quantités (millions)	cours du marché	quantités
1969	6,3			
1970	3,8			
1971	3,6			
1972	3,9			
1973	4,4			
1974	4,1			
1975	7,5			
1976	7,6	1,5	68,7	38,2
1977	5,0	1,1	54,6	26,7
1978	4,9	1,2	51,3	22,2
1979	6,4	1,4	62,0	36,5
1980 (Jan-Juin)	4,9	0,7	17,8	21,5

(Source: Central Bank of Egypt, *Annual Report*, plusieurs années; données traitées par nos soins).

L'inauguration de la politique de la porte ouverte eut quelques effets positifs sur le développement des opérations de bourse, dont la valeur atteignit son maximum en 1975-77, en raison surtout de l'instauration d'un climat de confiance.

Le marché boursier est cependant encore restreint, ce qui empêche certainement un apport significatif au développement économique du pays. Parmi les facteurs responsables de cette situation, on peut en identifier quelques uns, comme la politique des taux d'intérêt et le traitement fiscal des dépôts bancaires, qui rendent peu attrayant pour les particuliers le placement en actions, et l'ampleur du secteur public de l'économie qui crée une certaine difficulté, en voie de résolution, au développement des négociations relatives à des titres de sociétés privées. Les éléments positifs qui ont eu, par contre, des effets favorables sur la marche de la bourse, ou qui devraient en avoir à l'avenir, sont l'extension des cours de bourse aux actions de sociétés opérant dans le cadre de la loi 43 sur les investissements étrangers (décision n. 232 de 1977), l'amélioration du climat psychologique due à la fin des hostilités avec Israël et surtout l'institution en 1979 (décision n. 520) de la General Authority for the Money Market dont on attend une réorganisation radicale en mesure de donner un véritable essor au marché.

Souvent, les éléments positifs n'ont eu que des effets transitoires comme, par exemple, la décision 520, car ils n'ont été suivis d'aucune mesure confirmant les orientations libéralisatrices et les renforçant. Il est inévitable de rappeler qu'un développement insuffisant du marché monétaire et mobilier est un gros obstacle au développement économique et empêche la politique de la porte ouverte de manifester toute son efficacité en ce qui concerne la création de nouvelles entreprises ayant une solide structure patrimoniale et le renforcement de celles qui existent déjà.

5. La formation et la mobilisation de l'épargne

Les données statistiques relatives à la propension à l'épargne sont plutôt rares et peu fiables. On peut dire cependant

que la formation de l'épargne interne a toujours été plutôt stable et modeste, autour de 12% en moyenne, tant dans la période immédiatement après la seconde guerre mondiale, que dans les années de la révolution nassérienne, avec une nette tendance à la diminution vers la fin des années soixante¹¹. Les investissements se sont maintenus à des niveaux plus élevés que ceux de la formation de l'épargne, en mesure progressivement croissante, et ont exigé de plus en plus de financements extérieurs. Si l'on calcule le pourcentage de l'épargne interne sur le total des investissements, on passe des valeurs relativement élevées de l'après-guerre immédiat (95%) à 65% dans les premières années soixante, pour en venir à 46,2% en 1974 et à un minimum de 37,1% en 1975¹². Certes, ces valeurs minimales furent dues à l'afflux de capitaux provoqué par la politique de la porte ouverte, mais les Autorités égyptiennes se rendaient bien compte qu'il n'était pas possible de compter sur des ressources étrangères sans stimuler en même temps l'épargne interne: parmi les objectifs de la planification on a donc introduit à cet effet l'autosuffisance financière que l'on devrait réaliser avant l'an 2000. Les instruments que l'on utilise pour stimuler la formation et la mobilisation de l'épargne peuvent être réunis en quatre catégories.

Tout d'abord il y a des interventions de caractère institutionnel comme la restructuration du système bancaire, la création de nouveaux établissements de crédit, la prolifération des intermédiaires financiers non bancaires. Un des aspects typiques est la présence de banques à caractère religieux qui, comme nous allons le voir, en mettant au point des formes de collecte et de placements qui ne contrastent pas les prescriptions du

¹¹ R. MABRO, *The Egyptian Economy 1952-1972*, ouv. cit., pag. 181 et suiv.; B. HANSEN-G.A. MARZOUK, *Development and Economic Policy in the UAR*, North-Holland Publishing Co., Amsterdam 1965, pag. 224 et suiv.

¹² *Development Plans and Domestic Savings*, dans *National Bank of Egypt, Economic Bulletin*, 1978, n. 1.

Coran, créent les conditions pour la mobilisation de ressources qui resteraient autrement largement inutilisées.

A un deuxième échelon il y a des interventions qui règlent l'articulation territoriale du système bancaire: il s'agit essentiellement de la politique d'extension des guichets même en dehors des agglomérations urbaines, que suivent surtout les banques publiques et les banques agricoles et qui permet d'opérer une collecte plus capillarisée en remplaçant petit à petit les traditionnels bureaux de poste.

Rappelons en troisième lieu toutes les tentatives pour enrichir la gamme des possibilités d'emploi financier de l'épargne: dans cette ligne viennent s'insérer aussi bien le soutien de la bourse que l'émission de nouveaux genres de titres en devises nationales et étrangères, comme par exemple, les certificats de dépôt.

Enfin, on s'est efforcé de développer l'épargne en relevant à plusieurs reprises la gamme des taux d'intérêt, en vue de réaliser des objectifs de politique monétaire.

Dans l'ensemble, les différentes mesures d'encouragement de la formation de l'épargne semblent avoir fait augmenter considérablement tant la propension à l'épargne en soi, que son pourcentage sur le total des investissements. En ce qui concerne le premier aspect, certaines estimations indiquent que le rapport épargne nationale brute/produit national brut en 1977-79 s'établissait autour de 17% en moyenne, tandis que des données officielles parleraient même d'un pourcentage supérieur à 20% en 1979-80¹³. En outre, la tranche d'investissements financée par l'épargne interne monte à 62% en 1976, à 76% en 1977 jusqu'à atteindre 80% en 1980¹⁴.

Le peu de fiabilité des statistiques diminue cependant de beaucoup la valeur des données que nous avons rapportées, même si elles montrent indubitablement une tendance de fond vers une meilleure autosuffisance dans le financement des in-

¹³ *Central Bank of Egypt, Annual Report, 1980, pag. 33.*

¹⁴ *Ibidem.*

vestissements. Un aspect particulier, dont nous avons déjà parlé mais qu'il est intéressant de rappeler ici, est qu'il existe une quantité considérable d'épargne, produite par des Egyptiens, qui n'entre pas dans les estimations de la comptabilité nationale et qui, en large mesure, n'est pas utilisée pour des buts de développement interne: il s'agit de l'épargne des émigrés, dont l'utilisation présente cependant des problèmes difficiles à résoudre.

Après ces brèves considérations sur le problème de l'épargne en Egypte, il est intéressant d'analyser les instruments moyennant lesquels se fait sa mobilisation. Tout d'abord, il y a les banques commerciales qui, à travers un réseau de guichets fort étendu, plus facilement présent dans les villes que dans les zones rurales, collectent l'épargne des entreprises de production, des ménages et des collectivités publiques. Très important à cause de sa diffusion capillaire est le réseau des bureaux de poste qui collecte surtout les épargnes des ménages de petites et moyennes dimensions. Rappelons enfin les compagnies d'assurances et les fonds de retraite, même si leur développement est encore plutôt modeste (autour de 1% des emplois traditionnels de l'épargne). En ce qui concerne la répartition de l'épargne financière entre les différents canaux de mobilisation, il est intéressant d'analyser les données du Tableau 13.

Comme on peut le voir, les tendances qui ressortent dans les seize années considérées, sont représentées par la perte en importance des dépôts postaux et, en moindre mesure, des dépôts bancaires de type traditionnel, tandis qu'augmentent considérablement d'autres sources alternatives de collecte comme les certificats d'épargne et de dépôt. Le tableau 13 nous donne quand même une idée assez claire de l'exiguité des investissements financiers du secteur privé, malgré une certaine accélération des taux de croissance ces dernières années. Cela devient encore plus évident si l'on calcule l'augmentation moyenne par individu des emplois contemplés au tableau 13: on part d'une

TABLEAU 13
PRINCIPAUX EMPLOIS DE L'ÉPARGNE FINANCIÈRE PRIVÉE
(au 31 décembre - en millions de LE)

Années	Dép. d'épargne et act. b. comm. (1)		Ventes nettes cert. d'épargne		Dép. postaux		Total	
	val. abs.	%	val. abs.	%	val. abs.	%	val. abs.	%
1965	226,6	72,1	13,6	4,3	74,0	23,6	314,5	100,0
1966	227,2	68,5	28,9	8,7	75,7	22,8	331,8	100,0
1967	244,1	69,6	37,7	10,7	69,0	19,7	350,8	100,0
1968	269,1	68,3	54,5	13,8	70,3	17,9	393,9	100,0
1969	303,5	67,6	72,6	16,2	72,5	16,2	448,6	100,0
1970	337,3	66,2	95,6	18,8	76,5	15,0	509,4	100,0
1971	309,5	60,5	120,5	23,6	81,1	15,9	511,1	100,0
1972	331,5	57,5	154,6	26,9	89,9	15,6	575,5	100,0
1973	374,3	56,1	192,6	28,8	100,8	15,1	667,7	100,0
1974	449,3	55,8	236,3	29,4	119,2	14,8	804,8	100,0
1975	572,0	57,5	286,5	28,8	136,0	13,7	994,5	100,0
1976	674,9	57,6	344,9	29,4	152,4	13,0	1.172,2	100,0
1977	795,5	56,8	442,2	31,6	162,8	11,6	1.400,5	100,0
1978	1.038,2	58,3	556,9	31,2	186,7	10,5	1.781,8	100,0
1979	1.393,6	60,4	712,2	30,8	203,0	8,8	2.308,8	100,0
1980 (juin)	1.769,1	63,9	795,7	28,7	205,0	7,4	2.769,8	100,0

(1) Dépôts privés, dépôts publics exclus.

(Source: Central Bank of Egypt, *Economic Review*, plusieurs années, données traitées par nos soins).

moyenne de 10,7 LE en 1965 pour monter à 16,9 en 1973 et à 65,5 en 1980 avec une augmentation de plus de six fois par rapport à 1964, mais inférieure à celle des emplois en valeur absolue; cependant, alors que jusqu'en 1973 l'écart entre les deux accroissements est en moyenne de 20%, dans les années suivantes celui-ci se réduit à 12%. Il n'en reste pas moins qu'en termes réels l'accroissement des emplois par individus pour la période 1973-80 dépasse de peu 38%.

Pour conclure ce paragraphe, il est intéressant de mentionner le développement des différentes formes de certificats de dépôt et d'épargne émis par les banques commerciales, même si tous ne sont pas relevés dans les statistiques officielles¹⁵. La première banque qui a commencé à pratiquer ces formes de collecte a été la National Bank of Egypt en 1965. Actuellement elle émet trois genres de certificats, dits de groupe A, B et C.

Les certificats de groupe A, les premiers qui ont été émis, présentent des coupures de 5 à 500 LE, une durée décennale et une valeur progressivement croissante: au début, on remboursait à l'échéance 165% de la valeur nominale, par la suite, 240% en raison de la montée des taux d'intérêt. Il existe cependant une possibilité de remboursement anticipé, suivant des barèmes préétablis.

Les certificats de groupe B sont émis en coupures de 10 à 5.000 LE, ils reçoivent initialement un intérêt de 5%, puis de 9%, à condition de ne pas demander le remboursement avant l'échéance qui est décennale.

Les certificats de groupe C ne comportent pas de taux d'intérêt mais la participation au tirage de primes mensuelles; ils sont remboursables à vue et au pair, mais peuvent avoir une durée allant jusqu'à 20 ans.

Les autres banques ont instauré elles aussi un système analogue: la Misr Bank, par exemple, a des dépôts d'épargne à prime même en devises étrangères: outre le paiement d'intérêts

¹⁵ *Banking Structures and Sources of Finance in the Middle East*, ouv. cit., pag. 171 et suiv.

à 9,5%, il y a chaque mois un tirage de lots (dont le premier est de 5.000 LE) payables dans la monnaie versée sur le compte, dont la valeur est redoublée au cours des mois de mai et d'octobre, pour commémorer respectivement l'institution de la banque et la journée mondiale de l'épargne.

La Bank of Alexandria accepte elle aussi depuis le 30 juin 1979 des dépôts en devises étrangères, sur lesquels on tire des lots tous les deux mois représentant une augmentation de 100% à 25% du solde.

En 1978 a commencé l'émission de certificats de dépôt en plus de ceux qu'avait déjà émis la National Bank of Egypt, à trois ans ou davantage, dont les taux ne peuvent cependant pas dépasser de plus de 1% les taux maximum fixés pour les dépôts à terme. Tant la Misr Bank que la National Bank of Egypt se sont immédiatement servies de cette possibilité, en émettant des certificats de dépôts à prime. D'autres titres analogues ont été émis par la Bank of Alexandria et plus tard par la Misr. Cette dernière a même introduit des certificats de dépôt triennaux en dollars dont la rémunération est liée aux taux courants sur le marché de Londres. Dernièrement, même la Banque du Caire a introduit trois différents types de certificats de dépôt, à trois ans et à cinq ans et demi, en coupures de 10 à 10.000 LE. Signalons en outre une forme de mobilisation de l'épargne introduite en 1977 et directement finalisée à la réalisation de programmes de développement: il s'agit de « Development Bonds » en dollars, en coupures de 10 à 10.000 dollars émis par le Gouvernement à travers la Banque centrale et les banques commerciales pour le classement chez le public et dont la recette finance des projets de développement qui demandent l'emploi de devises étrangères. Ces titres jouissent d'exemptions fiscales et sont négociables en bourse.

6. Conclusions

Pour conclure l'étude des agrégats de la monnaie et du crédit et de certains aspects qui caractérisent la situation égypt-

tienne, il nous semble voir ressortir aussi bien des éléments positifs que des problèmes difficiles à résoudre.

Du premier point de vue, la solidité de la structure bancaire égyptienne nous paraît évidente. Solidité due à une longue tradition absente chez la plupart des pays en voie de développement et à l'ampleur de son articulation structurale, qui voit un réseau de banques commerciales publiques et privées, d'établissements spécialisés et d'intermédiaires financiers non bancaires. Même sous le profil de la composition de la liquidité, on trouve des caractères typiques des pays qui s'apprêtent à sortir de l'arriération: nous entendons par là le développement de la monnaie scripturale et de la quasi-monnaie, l'importance du processus de multiplication du crédit, la tentative d'enrichir la gamme des instruments financiers existants, et ainsi de suite.

Auprès de ces éléments, il nous semble cependant important de rappeler synthétiquement les principaux points de difficulté. Tout d'abord on ne peut guère ignorer que le processus de création de moyens monétaires, essentiellement alimenté par le canal public en raison des lourds déficits du bilan de l'Etat, continue à être une inquiétante source d'inflation qui neutralise justement les aspects que la politique des subsides voudrait obtenir. En outre, il y a un problème de financement du déficit des comptes avec l'étranger: nous avons mis en relief l'anomalie d'une situation où, à un massif endettement de la Banque centrale s'oppose une position active du système bancaire, ce qui rend nécessaire la présence de un ou plusieurs maillons extérieurs de médiation avec tous les coûts et les difficultés que cela comporte. A l'intérieur, d'autres disfonctions de la structure de crédit viennent du déclin de l'importance des prêts et de la difficulté d'obtenir des financements à longue échéance et des apports avec obligation de capital, étant donné l'insuffisance du marché monétaire, financier et mobilier.

Il n'y a pas de doute que l'Autorité monétaire égyptienne s'est trouvée devant des problèmes difficiles à résoudre, sans compter toutes les difficultés d'ordre non strictement monétaire

que nous avons déjà examinées à la fin du chapitre précédent et qui sont strictement liées aux premiers. Il faudrait évidemment quelque chose de plus que de simples mesures spécifiques secteur par secteur; il aurait fallu adopter une méthodologie différente et plus efficace d'intervention dans l'économie après la tentative de planification autarchique de la période nassérienne. Cette nouvelle orientation est justement représentée par la politique de la porte ouverte, que nous avons souvent mentionnée. Il ne s'agit pas seulement d'une législation plus générale sur les investissements étrangers, mais d'une manière de concevoir toute la politique économique. Nous allons voir en effet que cette phase, inaugurée en 1973, a exigé des transformations progressives de la structure financière et du crédit, de la politique monétaire, de la législation sur les devises et ainsi de suite. Certains objectifs ont déjà été réalisés, comme en témoignent les améliorations dans la situation économique générale que nous avons décrite, mais la phase actuelle est encore caractérisée par une série de modifications et de restructurations qui ne semblent pas encore achevées. Dans les pages suivantes nous ne chercherons donc pas à faire un bilan, qui serait certainement prématuré, mais simplement à exposer quelques réflexions préliminaires que l'expérience en cours nous suggère.

